



PROMOTION *GÉNÉRAL GALLOIS*

2016 -2017

**L'EFFET TRUMP SUR LA CULTURE STRATEGIQUE DE L'EUROPE
APRES LE BREXIT**



Lt Cdr René Balletta RN

Sous la direction de :

Dr. Samir Battiss PhD

EXECUTIVE SUMMARY

This article investigates whether US foreign policy under a Trump administration could affect a post-BREXIT European Union (EU). Strategic culture has been used to display change when applied through two US foreign policy scenarios that focus on a Russian and a Pacific (Chinese & North Korean) threat.

In response to the Russian threat, the most likely COA by Trump is to maintain the status quo. For the time being, NATO will remain the EU's defence mechanism allowing its foreign policy and strategic culture time to mature. The UK would become a trusted defence partner using the special relationship to ensure that European issues remain at the forefront of Trump's agenda. The most dangerous COA sees Trump seeking closer economic ties with Russia. This would rattle the EU forcing them to develop their own defence mechanism within 5-10 years. Such rapid change would see cracks form in the Union as its strategic culture struggles to adapt with the speed of change and could bring about its own demise. The UK would have to decide whether to support a splintering EU or forge closer ties with Russia & the US. This decision will very much depend on the BREXIT deal the UK gets from the EU.

Trump's most likely COA in the Pacific is to avoid acts of open aggression against North Korea whilst seeking regime change from within. Key to this will be the US's relationship with China and therefore Trump will want to avoid raising tensions with China. There is likely to be a gradual increase in the presence of US forces in South Korea, which will worry China; however Trump will not jeopardise peace with China and will seek to mitigate actions in South Korea against inaction in the South China Sea. A gradual withdrawal of US forces from the European theatre would slowly apply pressure on the EU to seek a viable alternative to NATO over the next 10-15 years. This would allow a gradual maturing of the EU's strategic culture that would become more robust. The UK would seek to support the US, by taking on tasking in other parts of the world and unless invited to be part of the EU's future security solution there would be a divergence in interests. In the most dangerous COA Trump will seek to remove the North Korean threat. This would lead to conflict in the region that could see China supporting North Korea and spark a global conflict between the USA and China. In Europe, NATO would be significantly disadvantaged after the rapid withdrawal of US forces to support operations in the Pacific, leaving the EU to have to consider their options alone. These could be the appeasement of Russia and the forging of a new partnership in the absence of the USA, but is more likely to be through the bolstering of EU force contributions to NATO. This would allow the EU to gain a more robust collective approach towards defence and aid the development of its strategic culture that would lead to the construction of its own military capability, initially alongside NATO but with a view to replacing it over the next 20-30 years. Such a move may see the UK seeking a role with the EU and the distancing in the special relationship.

Looking back to the initial question, it can be concluded that Trump, through his management of US foreign policy, has the ability to affect not only the speed of change to Europe's strategic culture but also to subtly provide direction as it matures. After BREXIT, it will come as no surprise that the EU will have to evolve to survive and its relationship with the US will be critical to this evolution. It must first decide the general direction it wants to proceed or potentially face its own destruction. The UK is well placed to play a key role in this evolution, however the EU needs to decide if it should it be allowed to do so, and at what expense.

RÉSUMÉ

Ce document traite de l'éventuel impact de la politique étrangère des États-Unis sous l'administration de Trump sur une Union européenne post-BREXIT (UE). Cette étude, conduite sous le prisme de la culture stratégique, s'appuie sur deux scénarios distincts qui prennent en compte une menace russe pour l'un et une menace provenant du Pacifique (chinoise et coréenne du Nord) pour l'autre.

En réponse à la menace russe, le mode d'action le plus probable du président Trump serait de maintenir le statu quo, laissant l'OTAN avec le soutien des États-Unis d'assumer la responsabilité de la défense de l'UE. Ceci permettrait au président Trump de mûrir sa vision de la politique étrangère et de la culture stratégique. Le Royaume-Uni deviendrait un partenaire de confiance dans le domaine de la défense et garantirait, grâce à la relation particulière entretenue avec les États-Unis que les questions européennes restent à l'avant-garde des préoccupations de monsieur Trump. Le mode d'action le plus dangereux voit monsieur Trump établir des liens économiques plus étroits avec la Russie obligeant l'UE à développer sa propre défense dans un délai de 5 à 10 ans. Un changement aussi brusque dans sa culture stratégique entraînerait des dissensions au sein de l'Union qui pourraient conduire à sa disparition. Le Royaume-Uni devrait décider s'il appuie une UE qui s'affaiblit ou s'il veut tisser des liens plus étroits avec la Russie et les États-Unis. Cette décision dépendra en grande partie de l'accord BREXIT conclu par le Royaume-Uni avec l'UE.

En ce qui concerne la menace Pacifique, le mode d'action le plus probable de monsieur Trump est d'éviter les actes d'agression envers la Corée du Nord tout en soutenant un changement de régime depuis l'intérieur. Les relations entre les États-Unis et la Chine seront essentielles, et Trump voudra donc éviter d'envenimer les tensions avec cette dernière. Il y aura probablement une augmentation progressive de la présence des forces américaines en Corée du Sud, ce qui inquiètera la Chine; Cependant Trump ne compromettra pas la paix avec la Chine et cherchera à atténuer les actions en Corée du Sud contre l'inaction dans la mer de Chine méridionale. Un retrait progressif des forces américaines du théâtre européen mettrait lentement la pression sur l'UE l'incitant ainsi à chercher une alternative viable à l'OTAN sous 10 à 15 ans. Cela permettrait une maturation progressive de la stratégie de l'UE qui deviendrait plus robuste. Le Royaume-Uni soulagerait les États-Unis, en prenant des tâches dans d'autres parties du monde. Cela entraînerait une divergence d'intérêts à moins d'être invité à participer à la future solution de sécurité de l'UE. Dans le mode d'action le plus dangereux, monsieur Trump cherchera à éliminer la menace nord-coréenne. Cela conduirait à des conflits dans la région qui pourraient voir la Chine soutenir la Corée du Nord et déclencher un conflit mondial entre les États-Unis et la Chine. En Europe, l'OTAN serait nettement affaiblie après le retrait rapide des forces américaines en faveur des opérations dans le Pacifique, laissant l'UE seule se pencher sur ses options, à savoir une politique d'apaisement avec la Russie permise par l'absence des États-Unis ou plus vraisemblablement une montée en puissance des contributions européennes au sein de l'OTAN. Cette dernière hypothèse permettrait à l'UE d'adopter une approche collective plus solide en matière de défense et d'améliorer son culture stratégique avec, l'objectif de remplacer progressivement les forces de l'OTAN et cela sous un délai de 20 à 30 ans. Un tel mouvement pourrait amener le Royaume-Uni à s'investir dans ce nouveau concept au détriment de la relation particulière qu'il entretient avec les États-Unis.

Monsieur Trump dispose donc, grâce à sa gestion de la politique étrangère des États-Unis, de la capacité d'influer non seulement sur la vitesse de changement de la culture stratégique européenne, mais aussi de fournir subtilement des orientations à mesure qu'elle mûrit. Après le

BREXIT, l'UE devra évoluer pour survivre et sa relation avec les États-Unis constituera un enjeu majeur. Elle doit décider de la direction générale qu'elle souhaite suivre ou éventuellement faire face à sa propre destruction. Le Royaume-Uni est bien placé pour jouer un rôle clé dans cette évolution, à condition que l'UE le sollicite et fixe les conditions de cet engagement.

Table des matières

EXECUTIVE SUMMARY.....	2
Table des matières	4
1. Introduction.....	6
2. L'hypothèse de planification	7
3. Le plan	9
4. La culture stratégique.....	9
5. La culture stratégique de l'UE	10
6. La Politique étrangère américaine	13
7. L'argument	17
7.1 Vue d'ensemble.....	17
7.2 Scénario A – L'orientation européenne	18
La menace russe	18
La relation américaine avec la Russie.....	19
La relation américaine avec l'UE et l'OTAN	19 ²⁰
La relation américaine avec le Royaume-Uni.....	21
Le futur État de sécurité et défense de l'UE.....	22 ²³
Le rôle du Royaume-Uni avec l'UE après le BREXIT.....	23 ²⁴
Scénario A – La conclusion	24 ²⁵
7.3 Scénario B – L'orientation pacifique	26 ²⁷
L'orientation pacifique	26 ²⁷
La menace de la Chine.....	26 ²⁷
La menace de la Corée du Nord	30
La relation américaine avec la Chine.....	31 ³²
La relation américaines avec la Corée du Nord.....	32 ³³
La relation américaine avec le Japon	33
Les relations américaines avec le Royaume-Uni et l'OTAN en Asie et dans le Pacifique.....	33
Les relations américaines avec l'UE.....	34
Le futur État de sécurité et défense de l'UE.....	34 ³⁵
Le rôle du Royaume-Uni avec l'UE après le BREXIT.....	35
Scénario B – Conclusion	35 ³⁶

8. Conclusion	37
ANNEX A	43
PRESIDENTIAL RHETORIC PRIOR TO ELECTIONS.....	43
ANNEX B	45
UK/US SPECIAL RELATIONSHIP	45
ANNEX C	47
REASONS THE POPULATION OF THE UNITED KINGDOM VOTED FOR BREXIT.....	47
Economics.....	47
Sovereignty.....	47
Political Elitism	48
BIBLIOGRAPHIE.....	49
Publications	49
Articles.....	51
Internet.....	52

1. Introduction

1.1 En 23^e juin 2016, la population du Royaume-Uni est allée aux urnes pour voter sur l'opportunité de rester dans l'Union européenne (UE). Le résultat inattendu par beaucoup de gens qui se sont réveillés le matin du 24^e juin a continué à avoir des répercussions dans le monde entier. Maintenant, quelques 9 mois après l'événement, le monde attend toujours que le Royaume-Uni d'adopter l'Article 50 du traité de Lisbonne¹ et commence le processus pour quitter l'Union européenne. L'incertitude a provoqué des troubles économiques généralisés et tandis que certaines des pertes ont été retrouvées sur les marchés, les incertitudes géopolitiques demeurent et la stabilité en Europe est loin. Certains disent que ce sont des affaires comme d'habitude pour l'UE, mais combinés avec d'autres événements mondiaux discutés ci-dessous, nous avons le sentiment de s'éloigner des normes mondiales, nous avons apprécié depuis la Seconde Guerre mondiale vers ce qui pourrait facilement se développer dans la prochaine crise mondiale.

1.2 De plus, il semblerait que l'élection de Donald Trump en novembre 2016 comme le prochain président des États-Unis a stupéfié le monde avec de nombreux chefs d'états se déclarant préoccupés si le président élu décide de faire ce qu'il a dit lors des élections. Les commentaires les plus notables incluent son souhait d'améliorer les relations avec la Russie et aussi de faire des pays qui bénéficient de la force de défense de l'Amérique couvrent une partie du coût. Ce qui est certain, c'est que l'Occident est entré dans une période de changement qui a commencé en 2013 avec l'annexion de la Crimée par la Russie, même si l'on pourrait arguer qu'elle a commencé avec le printemps arabe de 2011. Les Pays-Bas, la France et l'Allemagne vont également Les sondages en 2017, ajoutant potentiellement d'autres dimensions à la stabilité du monde occidental. La France, les Pays-Bas et l'Allemagne se rendent également aux urnes en 2017, ajoutant potentiellement d'autres dimensions à la stabilité du monde occidental.

1.3 La guerre civile en Syrie, qui a éclaté en mars 2011, a donné Daesh², les combattants de l'État islamique au sein de la Syrie, la couverture de prendre leur cause au-delà des frontières internationales et dans le cœur de l'Union européenne. Les attaques terroristes de 2015-16, à Paris, à Bruxelles, à Nice et à Rouen ont obligé le Président Hollande à imposer un état

¹ L'article 50 du traité de Lisbonne couvre le retrait d'une nation de l'UE - <http://www.lisbon-treaty.org/wcm/the-lisbon-treaty/treaty-on-European-union-and-comments/title-6-final-provisions/137-article-50.html>

² <http://www.theweek.co.uk/isis/62422/islamic-state-daesh-or-isis-the-dilemma-of-naming-the-militants>

d'urgence³ dans toute la France et de fermer ses frontières pour tenter à réduire les craintes de hausse du terrorisme et le ressentiment croissant envers le nombre croissant de personnes déplacées qui ont inondé l'Europe. L'état d'urgence continue à rester en place avec les 10 000 militaires déployés dans les grandes villes de la France. Cela met une pression⁴ sur les militaires français qui soutiennent aussi bien des engagements outre-mer.

1.4 En plus de cela, nous avons la crise en cours en Ukraine qui a commencé en novembre 2013. L'illégitime annexion de la Crimée par la Russie et sa poursuites des actions subversives vise à saper toute chance de paix au sein de l'Ukraine a placé un risque grave pour la sécurité aux portes de l'UE. Les sanctions européennes imposées à la Russie en 2015 ont également conduit à une nouvelle détérioration des relations entre les deux.

1.5 Avec toute l'incertitude et l'imprévisibilité qui suit ces deux résultats, il semble opportun d'entreprendre une étude prévisionnelle dans comment une future politique étrangère d'États-Unis sous Trump est susceptible d'affecter l'Europe poste le BREXIT. Le problème en écrivant cette étude est que le Royaume-Uni, l'Europe et les Etats-Unis sont tous dirige dans un territoire inconnu. Un pays n'a jamais quitté l'UE. Un tel candidat n'a jamais remporté l'élection présidentielle américaine. Nous n'avons jamais eu les deux événements se produisent dans la même année et à un moment critique dans l'histoire du monde⁵. Alors que tous ces événements peuvent être visualisés sous plusieurs angles, cette étude a l'intention d'examiner les perspectives géopolitiques et de sécurité à l'aide de culture stratégique comme une méthode d'affichage la change.

2. L'hypothèse de planification

2.1 Au moment de la rédaction de présent rapport, il reste beaucoup d'inconnues et pour entreprendre une approche prévisionnelle de cette étude, il faut faire un certain nombre d'hypothèses pour établir les limites :

³ Les états d'urgence en France sont des dispositions pour accorder des pouvoirs spéciaux à l'exécutif en cas de circonstances exceptionnelles. Un état d'urgence a été déclaré à la suite des attentats de novembre 2015 à Paris, qui expireraient, après quatre prolongations, après les élections présidentielles de 2017.

⁴ <http://www.economist.com/news/europe/21698289-between-missions-abroad-and-home-french-military-power-stretched-thin-aux-armes>.

⁵ <http://www.hubertvedrine.net/article-306.html>.

1. La première hypothèse doit être que « BREXIT means BREXIT » et que le Royaume-Uni à un moment donné, promulguera le Section 50⁶ et quittera l'UE.
2. La deuxième hypothèse est que le départ du Royaume-Uni ne fournira pas le catalyseur pour d'autres départs de l'UE.
3. La troisième hypothèse est que, sous la présidence de Donald Trump, les États-Unis entreprendront l'une des deux postures de politique étrangère suivantes :
 - a. Le focus européen – Rester pleinement impliqué avec l'Europe ;
 - b. Le focus pacifique – Réduction de la participation en Europe.

PRESIDENT TRUMP – La politique étrangère			
Les futures politiques étrangères	Caractéristiques de l'environnement de sécurité américain		
	Domaine de concentration des États-Unis	Lien transatlantique (avec l'UE/l'OTAN)	Nature de la menace pour les intérêts américains
Scénario A	L'Europe	Soutenu	La Russie
Scénario B	Le Pacifique	Pas soutenu	En Chine / En Corée du Nord

Tableau 1. Tableau de bord de la politique étrangère du président Trump

4. La quatrième hypothèse est que la position que les États-Unis adoptent sur ses politiques étrangères aura les effets suivants sur les relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Cela nous fournira les menaces potentielles à la sécurité européenne qui seront utilisées pour déterminer les changements potentiels à la culture stratégique de l'Europe.

BREXIT - EU					
Les futures politiques étrangères	Caractéristiques de l'environnement international de sécurité				
	Objectif proposé US	Future relation de sécurité entre l'UK/les E-U	Future relation de sécurité entre l'UE/les E-U	Future relation de sécurité entre l'UK/l'UE	Sécurité et de défense de l'UE End State
Scénario A	L'Europe	Relation étroite	Avec OTAN	Avec l'OTAN & l'ADE ⁷ (Pour les scénarios de Berlin +)	Statu Quo
Scénario B	Le Pacifique	Diminué	Réduit	Avec l'OTAN (?) mais avec un rôle spécial via l'ADE	L'indépendance militaire de l'UE

Tableau 2. Caractéristiques de l'environnement de sécurité international

⁶ Article 50, point 2: « A Member State which decides to withdraw shall notify the European Council of its intention. In the light of the guidelines provided by the European Council, the Union shall negotiate and conclude an agreement with that State, *setting out the arrangements for its withdrawal, taking account of the framework for its future relationship with the Union* ».

⁷ L'appartenance à l'agence de défense européenne après le BREXIT par le biais d'un arrangement administrative n'a pas encore été confirmée mais sera probablement considérée.

3. Le plan

3.1 L'intention est d'examiner ce que l'on entend par « culture stratégique » et comment cela se rapporte à l'Europe. Cela nous permettra de comprendre ce qu'est la culture stratégique et la base de la culture stratégique européenne d'aujourd'hui, avant le BREXIT et l'inauguration de président Trump.

3.2 Nous allons étudier les deux postures de la politique étrangère des États-Unis basées sur la menace en examinant les relations entre les pays avant d'identifier un état final potentiel pour l'UE et le rôle du Royaume-Uni après le BREXIT. Les conclusions seront tirées sur un plan d'action le plus probable et le plus dangereux pour chaque argument. C'est seulement alors que nous pouvons comparer et contraster ces résultats et formuler une réponse à la question de savoir si une politique étrangère américaine sous Trump est susceptible d'affecter la culture stratégique de l'Europe après le BREXIT.

4. La culture stratégique

4.1 L'idée d'une culture stratégique a été développée pour la première fois en 1977 par Jack Snyder qui cherchait à analyser comment les cultures stratégiques américaines et soviétiques concurrençaient la pensée stratégique, la prise de décision et la rivalité nucléaire. Quelle est la culture stratégique ? Laura Chappell définit la « strategic culture » comme « a set of beliefs, attitudes and norms towards the use of military force, often moulded according to historical experience »⁸. Kerry Longhurst le décrit comme :

« A distinctive body of beliefs, attitudes and practices regarding the use of force, which are held by a collective and arise gradually over time, through unique protracted historical process. »⁹

4.2 À partir de ces définitions de la culture stratégique, on peut conclure que c'est une compréhension historique de la façon dont un pays est susceptible d'utiliser sa force militaire à l'avenir. Ceci est appuyé par la définition de Gray de son ouvrage « Nuclear Strategy and National Style » qui définit la culture stratégique comme :

⁸ CHAPPELL Laura (M^{me}), *Differing member state approaches to the development of EU Battlegroup Concept: Implications for CSDP*, European Security, Volume 18 No.4, 4 December 2009, Routledge, 417-439p, <http://dx.doi.org/10.1080/09662839.2010.498419>

⁹ SNYDER Jack (M.), *The Soviet Strategic Culture: Implications for Limited Nuclear Options*, Rand Corporation, Santa Monica, 1977, 5p.

« Referring to modes of thought and action with respect to force, which derives from perception of the national historical experience, from aspirations for responsible behaviour in national terms. »¹⁰

4.3 Cependant, comme toujours, il y a un point de vue opposer. L'autre point de vue est que la culture stratégique est purement une aide à comprendre les motivations, l'image de soi et les modèles de comportement des décideurs. Il contribue à la forme mais ne détermine pas comment un acteur interagit avec les autres dans le domaine de la sécurité¹¹. Quoi qu'il en soit, nous pensons que cela peut constituer le véhicule sur lequel nous pouvons étudier les changements dans le présent document et dans les deux vues, nous allons maintenant essayer de constituer une ligne de base de la culture stratégique européenne sur laquelle nous pourrons ensuite réfléchir dans les prochains arguments.

5. La culture stratégique de l'UE

5.1 Certains analystes¹² estiment que l'UE n'a pas encore développé sa propre approche cohérente en matière d'utilisation de la force et n'a donc pas encore cultivé sa propre culture stratégique en raison de manque de données historiques. On a soutenu que l'UE ne peut pas développer une culture stratégique tant qu'elle n'a pas pris la décision de « remain a primarily civilian actor in international politics or to transform itself through greater foreign and security policy integration »¹³. Cornish et Edwards sont allés plus loin et définissent la culture stratégique de l'UE comme:

« The institutional confidence and processes to manage and deploy military force as part of the accepted range of legitimate and effective policy instruments, together with general recognition of the EU's legitimacy as an international actor with military capabilities (albeit limited). »¹⁴

5.2 Horworth¹⁵ note que « The emergence of an EU strategic culture is one of the greatest challenges facing the Common Security and Defence Policy (CSDP) » et que, grâce à le BREXIT, l'UE pourra plus facilement entreprendre, d'une manière ou d'une autre. L'un des principaux problèmes de l'UE est qu'il ne s'agit pas d'un État-nation et, en termes politiques et culturels, il

¹⁰ GRAY Colin S (M.), *Nuclear Strategy and National Style*, Hamilton Press, Maryland, 1986, 174p.

¹¹ BOOTH Ken (M.), *Strategic Culture: Validity and Validation*, Oxford Journal on Good Governance Vol 2 No.1, Oxford, 2005, 25-28p.

¹² Lindley-French (2002), Rynning (2003) & Tardy (2007)

¹³ TOJE Asle (M.), Introduction: The EU Strategic Culture, Oxford Journal on Good Governance Vol 2 No. 1, Oxford, 2005, 9-16p.

¹⁴ CORNISH Paul (M.) & EDWARDS Geoffrey (M.), *The Strategic Culture of the European Union: A Progress Report*, International Affairs, Vol 81 No.4, 2005, 801-820p.

¹⁵ HOWORTH, Jolyon (M.), *Security and Defence Policy in the European Union*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2007, 57-59p.

n'agit pas comme tel. Il s'agit essentiellement d'une fusion des États membres par le biais d'une entité intergouvernementale soucieuse de souveraineté. Jusqu'à ce que cette entité se développe dans une certaine forme d'État fédéral, on pourrait avancer que sa propre culture stratégique ne peut pas être créée. Horworth¹⁶ soutient qu'il existe six types de divergences entre les cultures de sécurité nationale des États membres de l'UE:

1. Allié/neutre,
2. Atlantique/européaniste,
3. La projection de puissance professionnelle/la défense territoriale fondée sur les conscrits,
4. Nucléaire/non nucléaire
5. Instruments militaires/civils,
6. Grands/petits États, et
7. Fournisseurs/consommateurs d'armes.

5.3 L'effet net de cette divergence et de ces différences est l'incohérence stratégique ; La relation spéciale du Royaume-Uni avec les États-Unis ; L'incapacité constitutionnelle de l'Allemagne de déployer des troupes offensivement à l'étranger ; Et le désir constant de la France de conserver un rôle autonome sont tous des exemples classiques. Cette divergence va continuer à s'élargir à mesure que l'adhésion à l'UE grandira. Si nous regardons de plus près les États membres, nous constatons qu'il existe en fait plusieurs cultures stratégiques nationales au sein de l'UE. En particulier, il existe deux groupes dominants avec des cultures stratégiques plus facilement identifiables. La première est composée des États plus petits et non alignés, plus concentrés sur le plan régional au niveau de la gestion des crises, comme l'Autriche, la Finlande et la Suède. Le deuxième groupe sont les grandes puissances coloniales, telles que le Royaume-Uni et la France, qui sont capables d'entreprendre des opérations à spectre complet à travers le monde et ont la volonté politique de le faire pour défendre leurs intérêts. Les deux groupes veulent que leur culture stratégique soit la plus dominante au sein de la PCSD, mais comme vous pouvez le voir, les deux se situent aux extrémités opposées du spectre des opérations militaires, avec seulement de très faibles zones de chevauchement. Snyder a qualifié ces groupes de « sous-cultures » et les a définis comme une sous-section de la communauté stratégique plus large avec des croyances et des attitudes raisonnablement distinctes sur des questions stratégiques avec une tradition analytique distincte et historiquement traçable.

¹⁶ HOWORTH, Jolyon (M.), *The CESDP and the Forging of a European Security Culture*, Politique Européenne, No. 8, 2002, pp. 88–108.

5.4 Hyde-Price¹⁷ soutient que la culture stratégique de pays tels que le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Pologne, et la France repose sur l'environnement sécuritaire de XX^e siècle, la Première Guerre mondiale, la Seconde Guerre mondiale, l'Holocauste et la Guerre froide. Le partenaire dominant et l'action unilatérale n'ont pas été envisagés sans le soutien des États-Unis¹⁸. Le Royaume-Uni et le Danemark croient tous deux que la stratégie européenne doit reposer sur le partenariat transatlantique alors que la France et la Belgique sont plus favorables à l'autonomie européenne. On peut donc constater que la culture stratégique nationale d'un pays ne peut pas dominer la culture stratégique de l'Union européenne. La seule façon de produire une culture stratégique de base pour l'Union européenne avant le BREXIT est de considérer l'UE comme sa propre entité et non comme la somme de tous les États membres. Par conséquent, on peut soutenir que si l'Union européenne n'a pas le statut d'État national, elle a les attributs à la force militaire et il nous appartient donc de nous demander où, quand, comment et pourquoi l'Union européenne utilise la force militaire pour comprendre ce qu'est la culture stratégique de l'Union européenne avant le BREXIT.

5.5 La Stratégie européenne de sécurité signée par le Conseil européen en 2003 identifie le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive, les conflits régionaux, l'échec de l'État et le crime organisé comme leurs 5 domaines d'intervention principaux. En 2010, cette stratégie avait été complétée par un Stratégie de sécurité interne qui énumérait le crime organisé, le terrorisme, la cybercriminalité, la sécurité des frontières et le secours en cas de catastrophe comme des domaines d'intérêts ciblés. On peut en déduire que si l'UE est un acteur mondial du secteur économique, ses politiques de sécurité sont centrées sur l'Europe d'une manière plus défensive que sur une puissance militaire lourde comme les États-Unis ou même l'OTAN. Nous avons donc une culture de sécurité européenne basée sur la défense de l'Europe contre le terrorisme, le crime organisé et les cyberattaques. Il ne sert qu'à aider les secours en cas de catastrophe ou dans les opérations de soutien à la paix. Il ne semble pas vouloir jouer sur la scène internationale de la même façon que la Russie et les États-Unis ont faite pour les 70 dernières années. Ou veut-il jouer mais par ses propres règles!

¹⁷ HYDE-PRICE Adrian (M.), European Security, Strategic Culture and the Use of Force, European Security Vol 13 No.4, 2004, 323-343p.

¹⁸ La crise de Suez étant l'exception à cela ou la France et le Royaume-Uni ont agi sans le soutien des États-Unis.

6. La Politique étrangère américaine

6.1 Avant les années 1880, le rôle des États-Unis dans les affaires internationales se limitait à ses intérêts en tant que la puissance continentale en Amérique du Nord et centrale ainsi qu'à la défense de ses voies de navigation contre les « Barbary Pirates », où sa petite flotte opérait aussi loin que la Méditerranée pour protéger ses routes commerciales avec l'Europe. À cette époque, la Marine américaine était la 12^e plus grande au monde et il n'y avait aucune raison de maintenir une armée d'aucune importance. Au début du XX^e siècle, leur flotte avait gonflé de taille, les faisant passer du 12^e au 5^e et, à la fin de la Première Guerre mondiale, 18 ans plus tard, la Marine américaine avait atteint la parité avec la Royal Navy comme une des plus grandes puissances navale, mais avec l'aide du Traité de Washington qui a limité la taille des flottes américaines, britanniques et japonaises dans le but de réduire la probabilité d'une autre guerre. Cela a propulsé les États-Unis d'un pouvoir continental à une puissance mondiale et ils étaient maintenant en mesure d'influencer les affaires mondiales. Cependant, pendant les années 1920s et 30s, l'attention des États-Unis s'est tournée vers l'intérieur alors qu'ils ont combattu la Grande Dépression. Cela a permis à l'Europe de faire une spirale pendant deux décennies dans la Seconde Guerre mondiale. Même alors, ce n'est que lors de l'attaque de « Pearl Harbour », le 7^e décembre 1941, que les États-Unis, comme le plus puissant pouvoir du monde, sont entrés dans la guerre du côté des Alliés, une action qui a pu marquer le début de la domination occidentale de Les affaires internationales, avec les États-Unis, et non l'Europe, en prenant la scène avant et au centre.

6.2 L'investissement économique des États-Unis en Europe après la guerre signifiait qu'ils avaient besoin d'une paix durable en Europe pour que leur investissement se concrétise et, naturellement, comme des pays partageant l'esprit d'identité de l'Europe décente, cet investissement s'accompagne d'un partenariat plus solide et d'une vision plus collective sur les relations internationales. Cela a été vu pour la première fois dès 1941, lorsque « la Charte de l'Atlantique » a été signée par les États-Unis et le Royaume-Uni, a décrit les objectifs globaux des Alliés après la guerre pour la paix. Cette déclaration devait devenir la base de la « Déclaration des Nations Unies » rédigée par le Président des États-Unis Roosevelt et le Premier ministre britannique Churchill la même année, puis signée par les pays alliés, l'URSS, les États-Unis, le Royaume-Uni et la Chine. La Charte des Nations Unies a suivi en juin 1945, date à laquelle elle a été signée par 51 pays pour promouvoir la coopération internationale et prévenir un autre conflit mondial. Ironiquement, l'Europe et les États-Unis ont vu la prochaine menace à

la paix mondiale venant de leur ancien allié, l'URSS. Les Etats-Unis se sont mobilisés pour contrer cette menace en fournissant un soutien financier supplémentaire aux gouvernements européens dans un effort pour les éviter de chercher l'apaisement soviétique à la suite du coup d'Etat soviétique en Tchécoslovaquie. La Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont signé un traité de collaboration économique, sociale et culturelle et d'autodéfense collective à Bruxelles (Traité de Bruxelles) en mars 1948. La partie essentielle du Traité de Bruxelles était l'engagement des pays européens à la défense mutuelle si l'un des signataires était victime d'une attaque armée de l'Union soviétique. La coopération militaire a été engagée dans le cadre de l'Organisation du Traité de Bruxelles en septembre de cette même année.

6.3 Les événements sont arrivés à un tournant à la mi-1948 lorsque le premier soviétique, Joseph Staline, a entrepris un blocus de Berlin-Ouest qui avait été sous le contrôle commun des États-Unis, du Royaume-Uni et français depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le conflit entre les États-Unis et l'URSS a été étroitement évité grâce à un pont aérien massif pour soutenir la ville, mais l'écriture était sur le mur pour les Américains. La volonté de l'Europe de travailler ensemble dans le cadre du Traité de Bruxelles a suscité des entretiens avec les États-Unis et le Canada et, l'année suivante, le président américain Truman a dirigé la création de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) avec 11 autres pays européens s'engageant à utiliser l'autodéfense collective contre l'agression soviétique en Europe.

6.4 En dépit de la formation de l'OTAN, l'Union soviétique a continué à monter au pouvoir dans les années 40, 50 et 60, dans ce que l'on appelle aujourd'hui la guerre froide, ce qui a façonné l'extension globale de la politique étrangère des États-Unis en luttant pour contenir ce qu'elle considérait comme l'Expansionnisme soviétique. Cette période a également vu la naissance de ce qui allait devenir l'Union européenne. Au début, grâce à des liens économiques plus étroits entre les pays d'Europe occidentale, ils ont créé la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier en 1952 dans le but de limiter le contrôle de l'Allemagne sur les ingrédients nécessaires à la fabrication militaire. Alors que l'URSS constituait la menace directe pour la paix en Europe, les pays d'Europe occidentale considéraient encore l'Allemagne comme le problème qui devait être sauvegardé. En 1954, la création de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) a permis à l'Europe de renforcer son engagement en faveur de l'unité et de l'autodéfense collective sans le soutien des États-Unis, tout en sauvegardant l'accord de l'OTAN. La Communauté économique européenne (CEE) a été une progression naturelle de l'unité

économique et s'est finalement transformée en ce que l'on appelle maintenant l'Union européenne (UE) d'ici à 1992.

6.5 Avec l'Ouest et l'URSS à l'impasse en Europe, en partie à cause de la création de l'UEO, mais plus probablement en raison de l'expansion de l'OTAN et du déploiement des troupes américaines dans les Etats membres pour lutter contre la menace soviétique, la guerre froide s'est étendue globalement à des poches de conflits qui comprenaient la Corée, le Vietnam et Cuba. Les années 70 ont vu une nouvelle approche vers l'Union soviétique avec le président Nixon utilisant la diplomatie plutôt que l'action militaire, ce qui a entraîné un léger réchauffement des relations entre les deux pays et la signature du Traité de limitation des armements stratégiques (SALT I) en 1972 et SALT II¹⁹ En 1979, afin de réduire les risques de destruction mutuelle. Avec l'arrivée du Premier ministre soviétique Mikhaïl Gorbatchev, une nouvelle ère a été introduite en cherchant à redéfinir les relations de l'URSS avec le reste du monde et à apaiser les problèmes économiques et politiques croissants au sein de l'URSS. L'introduction de deux politiques: « Glasnost » (ouverture politique) et « Perestroïka » (réforme économique) a marqué le début de la disparition et de la désintégration de l'URSS, qui a provoqué le remplacement de nombreux gouvernements communistes dans les pays d'Europe de l'Est par des non communistes et l'éventuelle chute du Mur de Berlin en 1989.

6.6 L'évolution rapide du paysage géopolitique de l'Europe qui a suivi a amené l'UE à réaliser que son unité économique et politique avait besoin d'un bras de sécurité et de défense pour développer une politique étrangère cohérente. Cela a conduit l'UEO à diriger une réorganisation des forces armées européennes afin de fournir une capacité de projection de la force et de gestion des crises qui s'est finalement matérialisée dans ce que l'on appelle maintenant les missions de Petersberg. Le Traité de Maastricht de 1992 a établi la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'UE et la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) suivie en 1997 par le Traité d'Amsterdam. Le Royaume-Uni et la France ont atteint ce niveau avec l'accord de St Malo en 1998 et en juin 1999 lors de la réunion du Conseil de Cologne, il a été convenu que l'UE doit avoir la capacité de prendre des décisions et d'agir pour toute la gamme de Petersberg indépendamment de l'OTAN. Cela s'est concrétisé par la création du Comité politique et de sécurité, d'un comité militaire et d'un haut représentant pour la PESC. En décembre 1999, lors de la réunion du Conseil européen d'Helsinki, un accord a

¹⁹ SALT II n'a jamais été ratifié par le sénat américain en raison de l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1980, mais les deux tours ont accepté de respecter les termes.

été conclu sur l'objectif global d'une force de réaction rapide de l'UE de 100 000 hommes, 400 avions de combat et 100 navires. Lors du Sommet de Nice de 2000, les fonctions de l'UEO ont été intégrées dans le Traité de l'UE et lors de la réunion du Conseil de Copenhague de 2002, l'Accord de Berlin Plus a été signé, engageant l'OTAN à fournir à l'UE l'accès aux structures de planification et de commandement de l'OTAN et propriété collective de l'OTAN. C'est ainsi que l'UE a entrepris des opérations européennes de l'OTAN, d'abord en Macédoine en 2003, puis en Bosnie en 2004, puis en mission militaire en République démocratique du Congo²⁰, qui a ensuite été transférée aux Nations unies.

6.7 L'absence d'un adversaire pour les États-Unis après la disparition de l'URSS dans les années 1990 a été rapidement comblé le 11^e septembre 2001, lorsque deux avions détournés frappent les tours du World Trade Center à New York. Les États-Unis ont réagi avec la guerre mondiale contre le terrorisme qui a commencé en octobre 2001 avec l'invasion de l'Afghanistan dans une tentative de débarrasser le pays de ses camps d'entraînement terroriste et de capturer la tête d'Al-Qaïda, Oussama ben Laden. Le terrorisme international est devenu l'ennemi public numéro un et la lutte contre le terrorisme international dans le monde est restée à l'avant-plan de la politique étrangère américaine depuis. Le non-respect par Saddam Hussein des inspecteurs des armes de l'ONU en 2002 a mené à l'invasion américaine de l'Irak dans une tentative pour apaiser la peur de la propagation des armes de destruction massive. Les actions américaines divisaient l'UE. L'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni soutenaient l'administration Bush dans leurs actions, tandis que la France et l'Allemagne s'opposaient aux États-Unis. Néanmoins, les États-Unis ont poursuivi leurs plans d'invasion pour l'Irak malgré cette opposition qui a abouti au Traité de l'Élysée de 2003 entre la France et l'Allemagne qui a harmonisé leurs stratégies nationales en faveur de l'intégration européenne et la nécessité d'une coopération européenne de défense plus étroite. Cela a menacé d'isoler le Royaume-Uni qui, ayant opposé l'EURO, a vu sa pierre angulaire européenne construite autour de la défense. Toutefois, à la fin de 2003, le Royaume-Uni s'était adouci de la position franco-allemande sur la défense européenne pour obtenir des concessions dans le projet de traité constitutionnel. Était-ce le début de la transition de l'UE d'un «pouvoir doux» à un «pouvoir dur»²¹? Le Haut Représentant pour la politique étrangère et de sécurité, Javier Solana, a publié un document

²⁰ En raison de l'absence d'un QG déployable par l'UE, la France a agi en tant que pays-cadre.

²¹ Le terme «soft power» a été développé pour la première fois par Joseph S. Nye Jr, dans « Bound to Lead: The Changing Nature of American Power », (New York: Basic Books, 1990) et constitue la « ability to get what you want by attracting and persuading others to adopt your goals ». « Hard power », en revanche, est la capacité d'utiliser «the carrots and stick of economic and military might» pour faire d'autres suivre votre volonté.

intitulé «A secure Europe in a Better World» dans lequel il a identifié les domaines d'intérêt commun de l'UE avec les États-Unis: prolifération des armes de destruction massive, Lutte contre la criminalité internationale organisée. Cependant, il continue à identifier la différence d'approche dans la lutte contre ces questions; L'équilibre entre les moyens militaires et non militaires et le rôle des institutions internationales. L'approche de l'UE vise à utiliser des moyens non militaires tandis que l'approche américaine cherche à utiliser des moyens militaires pour aider à créer les conditions dans lesquelles les moyens non militaires sont plus susceptibles de fonctionner. Par conséquent, on peut dire que la culture stratégique de l'UE est fermement fixée sur l'utilisation de moyens non militaires pour imposer sa volonté, soutenue par la dissuasion de la force qui vient avec 22 des 28 membres de l'OTAN.

7. L'argument

7.1 Vue d'ensemble

7.1.1 On peut supposer que la culture stratégique de l'Europe pré-BREXIT a été façonnée spécifiquement par les deux guerres mondiales et un besoin de trouver la paix européenne. Elle a été également influencée par les relations de l'UE avec les États-Unis, comme elle l'a fait par les relations entre ses États membres, en particulier le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne. Cependant, alors que la culture stratégique regarde généralement comment un État est susceptible d'utiliser la force, dans ce cas l'UE cherche à trouver ses solutions par l'utilisation de moyens non militaires soutenus par la dissuasion de l'OTAN de la légitime défense collective. Il s'agit d'une approche différente de la norme, mais que nous pouvons utiliser pour mesurer la façon dont les changements futurs dans la politique étrangère américaine et le BREXIT sont susceptibles d'affecter les méthodes de l'UE à l'avenir. Comment un changement dans la politique étrangère américaine changera-t-il le « modus operandi » de l'UE ?

7.1.2 En utilisant ce point de référence comme point de départ, nous allons maintenant examiner les 2 scénarios identifiés dans l'introduction et chercher à déterminer si ces scénarios sont susceptibles de provoquer tout changement dans le « modus operandi » de l'Europe après le BREXIT. Pour chaque scénario, nous examinerons les quatre domaines suivants et tirerons des conclusions :

1. La menace
2. Les relations

3. Le futur État de sécurité et défense de l'UE
4. Le rôle du Royaume-Uni avec l'UE après le BREXIT
5. Conclusion

7.2 Scénario A – L'orientation européenne

La menace russe

7.2.1 Dans le scénario A, la menace perçue pour la sécurité des États-Unis vient d'une renaissance de la Russie.

7.2.2 Si nous considérons les événements qui ont suivi la désintégration de l'URSS du point de vue de la Russie, nous voyons les forces autrefois opposées de l'Europe occidentale et de l'OTAN fermant des rangs sur ses pensionnaires. La Russie se serait sentie menacée, mais elle était malheureusement paralysée par les changements internes à l'époque. On pourrait donc affirmer que la Russie n'est désormais en mesure de répondre à l'élargissement de l'OTAN qu'a eu lieu à la fin des années 90 et au début des années 2000. Ce sont les actions de l'OTAN et de l'UE qui ont mené à la nécessité de la Russie de fléchir quelques muscles dont nous avons été témoins plus récemment lors de l'annexion de la Crimée en 2014 et le soutien continu de la Russie au mouvement séparatiste en Ukraine. Pour ajouter l'insulte à la blessure, l'installation américaine d'un système anti-missile balistique en Roumanie pour contrer une future menace nucléaire iranienne contre l'OTAN a été commandée l'an dernier. Cela aura augmenté la pression sur Putin pour répondre à ce qui est perçu en Russie comme une menace croissante à la souveraineté russe par l'Ouest. Les actions de Putin en Syrie, en contradiction avec le point de vue occidental, lui ont valu un soutien au sein d'une minorité croissante de la communauté internationale²². Son soutien à Assad dans la lutte contre IS et les forces rebelles a créé plus de friction avec l'administration Obama et les pays de l'OTAN qui soutiennent les rebelles dans leur lutte contre l'IS et le régime Assad. L'accumulation de troupes de part et d'autre des frontières de l'Etat balte entre l'OTAN et la Russie constitue également une grave source de préoccupation. Les Etats-Unis, sous Obama, ont déployé des forces spéciales en Lituanie²³ et l'OTAN a repositionné 4 bataillons multinationaux en Pologne, en Lituanie, en Lettonie et en Estonie qui a forcé le ministre russe de la Défense, Sergei Shoigu, répondrait en positionnant 3 nouvelles divisions de son propre proche de la frontière. Sommes-nous témoins du début de la Seconde Guerre froide?

²² La Chine et l'Iran ont fait des démonstrations publiques de soutien à la position de la Russie sur la Syrie.

²³ C'est selon un article écrit par Ellie Cambridge pour le journal The Sun le 5^e Jan 17 qui a cité la ministre de la Lituanie de la Défense Asta Galdikaite comme sa source. www.thesun.co.uk

La relation américaine avec la Russie

7.2.3 L'offensive dirigée par la Russie en Syrie, qui semble gagner, couplée avec le soutien russe du mouvement séparatiste ukrainien et l'accumulation de forces de part et d'autre des frontières des pays baltes, ajoutent à la turbulence en Europe de l'Est, cependant, suffit-il de faire réévaluer l'engagement des États-Unis envers l'Europe et, dans l'affirmative, comment réagira-t-il? Sera-t-il apaiser la Russie et dans le processus marginaliser l'Europe ou va-t-il maintenir la position actuelle des États-Unis et soutenir l'Occident contre l'expansion de l'Est. La rhétorique présidentielle de Trump semble soutenir une nouvelle amitié avec la Russie ²⁴. Dans toutes ses entrevues préélectorales et ses débats, il a dit que Putin est un grand homme; Qu'il pouvait faire affaire avec lui et la Russie; Et qu'il cherchera à améliorer les relations avec la Russie. Ses liens avec le Kremlin qui sont devenus publics au lendemain de son élection suscitaient quelques doutes quant à son aptitude à occuper le poste de président des États-Unis. Rex Tillerson, le secrétaire d'Etat nouvellement nommé de Trump, avait également des liens avec Moscou sous sa forme antérieure en tant que PDG d'Exxon Mobil et a même reçu le Prix d'amitié russe de Putin pour ses relations pétrolières avec le pays. Au cours de l'audience de confirmation, il a été interrogé à plusieurs reprises sur sa position sur la Russie et il a fait le commentaire «Il (la Russie) a envahi l'Ukraine, y compris la prise de la Crimée, et soutenu les forces syriennes qui brutalement violé les lois de la guerre. Nos alliés de l'OTAN ont raison d'être alarmés par la résurgence de la Russie.» ²⁵

7.2.4 Il ne fait aucun doute que la menace russe pour l'Europe, et donc pour les intérêts américains, est à la fois crédible et active. Ce qui est en doute, c'est comment Trump répondra à cette menace. Sera-t-il apaiser Putin et développer un nouvel axe en Europe? Il a certainement les contacts en place pour que cela se produise et d'un point de vue commercial, cela ferait un excellent sens économique pour les États-Unis. Cependant, le maintien du statu quo est beaucoup plus facile. Cela permettrait d'atténuer les craintes des principaux alliés des États-Unis en Europe qui sont à la croisée des chemins.

La relation américaine avec l'UE et l'OTAN

7.2.5 Le vote BREXIT et l'augmentation soudaine du populisme en Occident ont créé un déséquilibre en Europe que la Russie cherche à exploiter. Une UE forte est une menace pour la Russie et donc Putin cherche à se diviser et à conquérir. Alors que Trump a suscité des espoirs dans le Royaume-Uni d'un accord commercial post-BREXIT, ses commentaires au sujet de l'OTAN et ses éloges répétés de Putin dans la course à l'élection ont laissé les autres nations européennes ébranler. Au cours de sa campagne

²⁴ Annex A – Presidential Rhetoric prior to Elections.

²⁵ Extrait d'un article écrit par Tom Di Christopher pour le site Web de la CNBC le 11^e janvier 17. www.cnbc.com

électorale, Trump est même allé jusqu'à dire qu'il ne peut pas venir en aide aux alliés de l'OTAN qui ne respectent pas leurs obligations financières envers l'OTAN s'ils sont attaqués. Si Trump veut bien s'associer à Moscou, comment veut-il le faire, à combien et à quel prix? Où cela laisserait-il ses relations avec l'Europe et l'OTAN?

7.2.6 Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et le début de la guerre froide, les États-Unis ont eu un intérêt significatif à maintenir la paix en Europe. La disparition de l'URSS dans les années 1990 a donné à l'UE un espace de respiration momentané. La Russie, qui a manifesté sa volonté d'affronter, de s'étendre et de prendre l'initiative sur tous les fronts européens, menace maintenant que la paix et l'équilibre européen qui sont assurés par la formation de l'UE et de l'OTAN ne semblent plus assurés. Alors que la majeure partie, sinon la totalité, de la dette de guerre de l'Europe a maintenant été remboursée, le lien entre l'Europe et les États-Unis est resté solide et l'économie transatlantique génère aujourd'hui près de 5 billions de dollars de ventes commerciales totales chaque année, Le monde, et représentant plus de 50 pour cent du PIB mondial en termes de valeur et 40 pour cent en termes de pouvoir d'achat²⁶. Ce niveau d'investissement économique doit évidemment être rassurant, c'est pourquoi il a mené à des liens militaires plus étroits et finalement à la formation de l'OTAN pour réprimer une URSS expansionniste pendant la guerre froide. Cependant, avec la fin de la guerre froide et la réticence de certains membres européens de l'OTAN à, selon les mots de Trump, «payer leur chemin» Trump envisage sérieusement d'autres moyens de protéger l'économie américaine. En juin 2011, le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, a déclaré dans son discours d'adieu à l'OTAN que les États-Unis pouvaient justifier de constituer 50% des dépenses militaires de l'OTAN pendant la guerre froide, quelques décennies après la chute du mur de Berlin. Les dépenses de défense représentaient 75% de ce total, ce qui était inacceptable. Une telle façon de protéger l'économie américaine peut être par apaisement²⁷. Le déclin de l'attractivité du marché de l'Union européenne peut commencer à faire du commerce avec la Russie une proposition plus attrayante pour l'homme d'affaires à Trump. Une politique visant à réduire les dépenses de défense des États-Unis en Europe ou même le retrait total de l'OTAN, couplée à l'apaisement de la Russie, permettrait de réduire le fardeau financier de l'économie américaine. Depuis le Kosovo, l'OTAN a été la solution du second choix pour les États-Unis, qui a cherché à utiliser des coalitions de la volonté de défendre la liberté et la démocratie. Cela est

²⁶ <http://www.euintheus.org/what-we-do/eu-us-facts-figures/>

²⁷ Défini dans [dictionary.com](http://www.dictionary.com) comme: céder ou céder aux revendications belligérantes d'une nation, d'un groupe, d'une personne, etc., dans un effort de conciliation, parfois au détriment de la justice ou d'autres principes. <http://www.dictionary.com/browse/appeasement>

dû à l'énorme dépense des membres de l'OTAN qui l'a laissée en difficulté pour soutenir le déploiement de 25 000 à 40 000 soldats²⁸, comme le montre l'Afghanistan. Cependant, depuis leur arrivée au pouvoir, les candidatures²⁹ de Trump ont tous soutenu l'approche du statu quo à la politique étrangère américaine. Est-ce un demi-tour dans l'administration Trump sur la Russie? Les déclarations sont un fort écart de la rhétorique précédente de Trump envers la Russie.

La relation américaine avec le Royaume-Uni

7.2.7 Le Premier ministre britannique, Theresa May, a été le premier dirigeant mondial à rencontrer le président Trump une semaine après son investiture. Ce fut un moment décisif pour la Relation Spéciale³⁰ entre les deux pays. La question est maintenant de savoir quel type de relation le premier ministre peut avoir avec le président Trump? Le Royaume-Uni a montré son soutien continu aux États-Unis et au président Trump et la relation spéciale devrait continuer à prospérer. Cela dit, la probabilité d'un accord commercial favorable entre les États-Unis et le Royaume-Uni est peu probable pour être facile en face de Trump's « America First » slogan. Toutefois, il y a une possibilité pour le Royaume-Uni de bénéficier la queue des États-Unis nouveau partenaire économique en Europe sous la forme de la Russie. Il est possible que le Royaume-Uni puisse accéder à ce marché comme bien. Cependant, après avoir fait partie de l'UE et comprendre les méthodes plus cachées de la Russie, il est peu probable que le Royaume-Uni veuille pousser le partenariat avec la Russie au même rythme que Trump et briser ses ponts avec l'UE. Cela dit, la perte du soutien des États-Unis pendant les négociations du BREXIT avec l'UE est probablement un prix trop élevé à payer et May ne risque pas de compromettre cela d'aucune façon.

7.2.8 Il est bien connu que Trump est un homme d'affaires à cœur. Son retrait du Partenariat Trans-pacifique a été l'un de ses premiers actes au pouvoir et cela reposait sur sa conviction que la mondialisation coûtait des emplois aux États-Unis; Que le libre-échange entraînait les industries américaines à l'étranger où l'emploi était moins cher et les frais généraux moins

²⁸ <http://www.voltairenet.org/article170425.html>

²⁹ L'ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU, Nikki Haley, dans sa première allocution à l'Assemblée des Nations Unies a publié une "condamnation claire et forte des actions russes" en Ukraine et a déclaré que "les États-Unis continuent de condamner et de demander à la Russie de retourner la péninsule de Crimée à l'Ukraine". Le secrétaire à la Défense de Trump, le général James Mattis, a déclaré au Comité des services armés du Sénat qu'il était important que "nous reconnaissons qu'il (Poutine) essayait de briser l'alliance de l'Atlantique Nord" et en février 2017, OTAN, où il a en outre souligné le soutien et l'engagement soutenus des États-Unis envers l'OTAN. Mike Pompeo, le directeur de la CIA de Trump, a également exprimé ses inquiétudes concernant le ciblage intentionnel de la Russie contre des civils dans des attaques militaires en Syrie.

³⁰ Annex B – UK/US Special Relationship.

élevés. Alors que c'était bon pour les industries qui réduisaient les coûts, le travailleur américain moyen était laissé sans emploi. Ainsi, l'homme d'affaires à Trump est très désireux de s'assurer que le Royaume-Uni et les États-Unis ont un accord commercial mis en place et rapidement, mais combien favorable est cet accord commercial susceptible d'être pour le Royaume-Uni? Les États-Unis ont moins à gagner de ne pas avoir l'accord commercial, alors que le Royaume-Uni souhaiterait obtenir rapidement cette garantie afin d'utiliser cette comme une base de négociation pendant le BREXIT. Par conséquent, Trump a la main plus forte, comme il l'a montré dans sa volonté de se retirer du TPP, et a déclaré dans son slogan électoral « America First ». Cela signifie que le Royaume-Uni devra soit accepter un accord commercial avec les États-Unis qui est loin d'être idéal, mais leur permet d'avoir quelque chose sur lequel utiliser comme un positif au cours du BREXIT; Ou le Royaume-Uni décline le faible accord commercial des États-Unis et regarde pour faire l'une des deux choses; Le Royaume-Uni peut soit retarder le BREXIT jusqu'à ce que le climat géopolitique soit plus favorable, autrement dit, la position des États-Unis sur la Russie est mieux comprise et le monde a une meilleure compréhension de ce que les nouvelles politiques étrangères des États-Unis ressemblent; Ou le Royaume-Uni peuvent rechercher une relation plus étroite avec l'UE afin de contrer la menace qu'une alliance russo-américaine pourrait avoir sur le continent européen. Les Nations ont élaboré leurs plans stratégiques et fixé des objectifs nationaux sur les affaires mondiales qu'ils espéraient être en place pour les 10 à 15 prochaines années. Avec l'arrivée de Trump, beaucoup a changé. Dans quelle mesure le Royaume-Uni est prêt à renoncer au résultat BREXIT reste à voir, mais un partenariat économique avec la Russie peut être un prix trop élevé à payer.

Le futur État de sécurité et défense de l'UE

7.2.9 En tant que défenseur du soft power, l'UE a la capacité d'imposer des sanctions économiques et financières à une nation pour atteindre les objectifs de la PESC³¹. Cependant, elle ne peut pas agir unilatéralement en tant qu'entité unique en ce qui concerne l'application du pouvoir dur, en raison de l'absence d'une politique étrangère convenue et centralisée (quand, où et pourquoi) et d'un moyen militaire centralisé (le comment) pour l'appliquer. Si la Stratégie européenne de sécurité fournit des orientations pour l'utilisation par l'UE des forces militaires des Etats membres (criminalité organisée, terrorisme, cybercriminalité, sécurité des

³¹ « Article 215 of the Treaty on the Functioning of the European Union (TFEU) provides a legal basis for the interruption or reduction, in part or completely, of the Union's economic and financial relations with one or more third countries, where such restrictive measures are necessary to achieve the objectives of the Common Foreign and Security Policy (CFSP) » http://eeas.europa.eu/archives/docs/cfsp/sanctions/docs/measures_en.pdf

frontières et secours en cas de catastrophe), cela ne s'étend pas à l'utilisation offensive de la force Politique ou de défense de l'UE. Avec l'incertitude que le BREXIT a causé ce manque de politique étrangère formelle de l'UE et de la capacité militaire de l'UE est peu susceptible de changer dans le mandat de Trump en tant que président en dépit d'un Livre blanc allemand fuite en 2016 appelant à la formation d'une armée de l'UE³². Pour cela, il faudrait que les pays membres de l'UE acceptent de former un organe unique chargé d'administrer une politique étrangère de l'UE convenue qui soit s'associe aux politiques étrangères des pays membres soit les remplace entièrement. Alors que la Stratégie européenne de sécurité est un début, cela ne répond pas aux exigences d'une politique étrangère globale. Il est donc logique de supposer qu'un OTAN appuyé par les Etats-Unis continuerait à être le mécanisme de défense de l'UE en Europe et que les missions militaires de l'UE resteraient axées sur la sécurité pendant au moins la prochaine décennie. Si une unification toujours plus étroite est ce que les Etats membres souhaitent et que l'on peut convenir, il est probable qu'une fois que l'UE aura une politique étrangère centralisée, elle cherchera à centraliser son commandement et ses forces militaires. Cependant, pour certains pays comme la France³³, accepter un tel niveau d'intégration est irréaliste. Il suffit d'examiner la situation de la France. Ils seront la seule puissance nucléaire dans l'UE après le BREXIT et auront également le seul siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Sont-ils vraiment prêts à tout donner à l'UE pour le plus grand bien, peut-être pas dans un proche avenir, et jusqu'à ce qu'ils soient, quel espoir existe-t-il pour une Europe intégrée à prospérer dans les affaires internationales?

Le rôle du Royaume-Uni avec l'UE après le BREXIT

7.2.10 L'engagement du Royaume-Uni à l'égard de l'OTAN ne changera probablement pas tant qu'il demeurera une alliance crédible. Elle continuera donc à remplir pleinement ses engagements en ce qui concerne les opérations et les missions de l'OTAN dans un avenir prévisible. En plus de cela, le Royaume-Uni est susceptible de vouloir rester engagé avec l'UE militairement; Après tout, le Royaume-Uni restera géographiquement partie de l'Europe après le BREXIT et continuera donc à avoir un intérêt direct pour la sécurité de l'Europe car cela aura un effet sur la sécurité du Royaume-Uni aussi bien. Dans quelle mesure le Royaume-Uni restera engagé devra être vu, mais comme un fervent défenseur de l'utilisation de l'OTAN comme mécanisme de défense pour l'Europe. Il est plus que probable que le Royaume-Uni voudra voir

³² Extrait d'un article écrit dans le Financial Times par Alex Barker à Bruxelles et Stefan Wagstyl à Berlin le 2^e janvier 2016 <https://www.ft.com/content/e90a080e-107b-11e6-91da-096d89bd2173>

³³ La France a longtemps été un ardent défenseur de pouvoir agir unilatéralement dans le passé.

ce reste le principal instrument de la défense européenne Ils continueront à avoir voix au chapitre dans l'Europe. En ce qui concerne les opérations avec l'UE, il est juste de dire qu'ils choisiront les opérations dont ils souhaitent faire partie et que cela dépendra de la probabilité que chaque opération affectera la sécurité britannique et l'économie après le BREXIT. Il reste à voir si l'UE souhaiterait que le Royaume-Uni continue à diriger l'opération anti-piraterie de l'UE au large de la Corne de l'Afrique (OP ATALANTA), mais il est probable qu'elle passerait à une autre nation comme la France, l'Italie, l'Espagne ou, À la suite des changements apportés à leur nouveau Livre blanc sur la défense, éventuellement l'Allemagne.

7.2.11 Dans une alliance pro-russe entre Trump et Putin, le Royaume-Uni pourrait avoir la possibilité de jouer un rôle intermédiaire entre la Russie et l'UE. Avec un intérêt direct pour la sécurité européenne, mais disposé à récolter les avantages économiques d'un partenariat étroit avec les États-Unis et à son tour la Russie, le Royaume-Uni aura une ligne fine à marcher et la confiance est susceptible de devenir un mot à la mode entre les différents partenariats. Cela pourrait-il fonctionner? Oui, il pourrait. Est-il susceptible de se produire? Non, il n'est pas, mais ignorer la possibilité serait stupide.

Scénario A – La conclusion

7.2.12 Trump maintenir le statu quo sur la politique étrangère des États-Unis est le résultat le plus probable. Toutefois, un certain nombre de changements sont susceptibles de se produire à la suite des retombées des événements qui ont précédé le basculement de la présidence. L'OTAN est très peu susceptible de vouloir perdre son plus grand pays contributeur et, par conséquent, il est évalué un certain nombre de pays clés tels que la France, la Turquie et peut-être l'Allemagne, plus les plus à risque de l'offensive russe, comme la Finlande, la Lettonie et la Lituanie atteindre les dépenses nécessaires de 2% du PIB pour la défense dans les deux à quatre prochaines années. Compte tenu de la rhétorique persistante de Putin au moment de la rédaction du présent rapport et des commentaires des principaux conseillers³⁴ de Trump, il semble très peu probable que le président Trump cherchera à sortir les États-Unis de l'OTAN ou de l'Europe. La menace pour l'économie américaine d'une Russie dominante en Europe l'emporte de loin sur les économies réalisées à partir d'un retrait militaire américain de l'Europe, ce qui pourrait vraisemblablement donner les mêmes résultats qu'en 1914 et 1939. Le slogan de Trump « America First » oblige les États-Unis à rester militairement engagés dans le

³⁴ L'ambassadeur américain à l'ONU, Nikki Haley, le nouveau secrétaire d'Etat américain à la Défense, le général Mattis, et le directeur de la CIA, Mike Pompeo.

théâtre européen pour protéger l'économie américaine. Le Royaume-Uni a pour rôle de veiller à ce que les États-Unis restent engagés avec l'Europe et la récente visite de mai à la Maison Blanche, réaffirmant la relation spéciale, est le début du processus. Le Royaume-Uni, tout en luttant avec l'UE au cours de son BREXIT, sera lissage sur les plumes ébouriffées d'autres pays européens qui se sentent lésés par les déclarations de Trump et les actions potentielles futures ou inactions. Un accord commercial précoce et équilibré avec les États-Unis permettrait d'assurer une sortie moins turbulente pour le Royaume-Uni et jetterait les bases de la position et du rôle du Royaume-Uni avec le poste de l'UE après le BREXIT. Ce sera une belle corde raide à pied pour Theresa May, mais si joué à droite permettra de s'assurer que la relation spéciale entre le Royaume-Uni et les États-Unis continue de prospérer et que le Royaume-Uni reste pertinent dans les affaires européennes et mondiales. La solution la plus probable est que Trump se conformera aux conseils du personnel qu'il a choisi et convient que la Russie continue de constituer une menace pour la stabilité de l'Europe et donc une menace pour l'économie américaine. Ce faisant, il cherchera à obtenir le soutien financier des principaux membres de l'OTAN qui consolidera les relations de l'OTAN avec l'UE. L'UE serait soutenue par de solides partenaires extérieurs à ses membres, à savoir les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada, qui ont tous des intérêts concrets à voir l'UE prospérer et ne pas échouer économiquement et politiquement. Les retombées du BREXIT devraient revigorer l'UE pour entreprendre un examen formel de l'état de l'Union et dans quelle direction il souhaite procéder. Tant que les résultats de cet examen ne sont pas connus, la culture stratégique européenne ne devrait pas changer de manière significative. Pour ce faire, l'UE devrait envisager la formation de sa propre capacité militaire pour soutenir un état final stratégique convenu. Cependant, il faudra répondre aux questions clés. La France serait-elle disposée à lui donner un siège permanent sur l'UNSC? La France serait-elle disposée à donner son arsenal nucléaire à l'UE? Peu probable, mais si oui, quelles sont les questions juridiques qui devront être surmontés pour permettre cela? L'UE sera libre de faire cette transition le plus tôt possible, mais sans un accord formel sur son état futur, la culture stratégique de l'UE ne devrait pas changer de façon spectaculaire au cours des 50 prochaines années.

7.2.13 Mais, que se passe-t-il si Trump veut réellement créer un nouvel ordre mondial? Que se passe-t-il s'il veut effectivement être ami Putin et provoquer une alliance économique russo-américaine? Aussi improbable que cela puisse paraître, les conséquences méritent d'être prises en considération et, pour l'Europe, ce serait considéré comme le cours d'action le plus

dangereux. Si Trump devait suivre sa propre rhétorique avec des actions, alors le monde sur lequel les nations ont fait des hypothèses de planification n'existera plus comme nous le connaissons. Nous devrions en effet revenir à la table à dessin et réfléchir à nouveau. À quoi ressemblerait une alliance russo-américaine et signifiait-elle pour l'Europe? Que deviendrait l'OTAN sans les États-Unis? Comment l'UE se défendrait-elle sans l'OTAN? Qu'en serait-il de la «relation spéciale» et de ce que le Royaume-Uni ferait-il sans elle et en dehors de l'UE? La ligne d'action la plus dangereuse pour l'Europe et le Royaume-Uni est facile à identifier - une alliance économique russo-américaine, mais les conséquences pourraient être inimaginables et remettra sérieusement en question la validité du référendum BREXIT de l'an dernier étant donné que le monde serait un différent endroit. Une telle voie d'action entraînerait des changements importants dans l'équilibre des pouvoirs dans le monde et l'UE et le Royaume-Uni devront s'adapter pour rester pertinents. Cela entraînerait donc des changements considérables dans la culture stratégique de l'Europe et la nécessité pour l'UE de trouver ses propres solutions en matière d'énergie dure en raison de l'absence de couverture de sécurité de l'OTAN. Il faudrait faire rapidement une transition dans les cinq à dix prochaines années, de sa culture stratégique actuelle à une position défensive plus robuste, avec le poids de tous les membres agissant de manière cohérente pour le plus grand bien de l'Union. Si l'UE était en mesure d'y parvenir, il n'y a aucune raison pour qu'ils ne puissent pas devenir une puissance majeure dans les relations internationales avec une solution capable de puissance dure à portée de main. S'ils ne parviennent pas à réaliser cette transition dans une culture stratégique, ils pourraient finalement mener à une UE sans défense que la Russie ne manquera pas de capitaliser.

7.3 Scenario B – L'orientation pacifique

L'orientation pacifique

7.3.1 Dans le scénario B, la menace pour les intérêts américains est perçue comme étant centrée sur la côte du Pacifique. Cela peut être réduit à deux domaines préoccupants. Le premier est la menace plus agressive sur le plan économique, mais historiquement moins agressive militairement posée par la Chine. La deuxième est la menace la moins active sur le plan économique, mais historiquement plus agressive sur le plan militaire, de la Corée du Nord.

La menace de la Chine

7.3.2 La relation sino-américaine peut remonter à 1784 lorsque le premier navire battant pavillon américain nommé « Empress of China » a navigué de New York à Canton. Même alors, comme ils le sont maintenant, l'Amérique s'intéressait économiquement à la Chine. Cela a

conduit à l'immigration de masse dans les États à la fin des années 1800 et au début des années 1900. À l'époque, la relation sino-américaine était bonne. Elle a été renforcée par le soutien des États-Unis à une politique de «open door» à la Chine qui a cherché à maintenir cette entité unique et indépendante qui pouvait commercer librement avec toutes les nations sans le contrôle impérial d'une autre nation³⁵. Ce soutien a été maintenu jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce sont les États-Unis qui ont insisté pour que la Chine soit incluse parmi les 5 membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU.

7.3.3 Cependant, les deux pays ont eu leurs complications depuis la Seconde Guerre mondiale et la montée d'une Chine communiste. Les événements qui ont entouré cette période sont venus à bout en 1950 lorsque la République Populaire de Chine (RPC) nouvellement nommée sous Mao Zedong et les États-Unis sont arrivés au bord d'une guerre nucléaire sur Taiwan³⁶. Taiwan, anciennement une partie de la Chine mais maintenant connue sous le nom de République de Chine (ROC), a été où l'ancien gouvernement nationaliste de la Chine s'est retiré après avoir été battu par Mao Zedong pendant la guerre civile chinoise entre 1947 et 1950. La RPC maintient une politique de la Chine et considère Taiwan comme une province voyante qui sera réintégrée dans la grande Chine à une date ultérieure; Cependant, jusqu'en 1979, les États-Unis, conformément à leur politique de «One China», ont reconnu le gouvernement ROC à Taiwan comme le gouvernement officiel de la Chine. Après cela, les deux pays ont pris conscience des dangers auxquels ils faisaient face dans le cadre d'un conflit direct et ont cherché à régler leurs différends en soutenant les parties adverses dans d'autres domaines de conflit. La première de ces guerres par procuration a commencé en 1950 avec la guerre de Corée qui a continué jusqu'en 1953. Cela a également vu pour la première fois la réunion des deux états communistes de l'URSS et la RPC dans leur lutte contre les États-Unis dirigés par les démocraties occidentales. Deux ans plus tard, en 1955, le soutien de la Chine au Vietnam du Nord les a mis en conflit indirect avec les États-Unis pendant la guerre du Vietnam qui a duré jusqu'en 1975.

³⁵ The European and Japanese empires wanted to expand their colonies which would have meant the breaking up of China.

³⁶ Taiwan, anciennement une partie de la Chine, était l'endroit où l'ancien gouvernement nationaliste de Chine s'est retiré après avoir été battu par Mao Zedong pendant la guerre civile chinoise entre 1947-1950. Le PRC maintient une politique «One China» et considère Taiwan comme une province voyante qui sera réintégrée dans la grande Chine.

7.3.4 Le dégel des relations amicales a commencé en 1972 avec le président Nixon qui rétablit des relations diplomatiques formelles avec la République populaire de Chine dans l'espoir d'équilibrer la montée de l'URSS. En 1979, dans un mouvement pour contrer la menace soviétique et profiter de la scission sino-soviétique, les Etats-Unis ont officiellement reconnu la RPC comme le gouvernement de la Chine et déplacé leur ambassade de Taipei à Taiwan. La même année, les États-Unis ont également signé la loi sur les relations de Taiwan qui a cherché à apaiser la République populaire de Chine en ne reconnaissant pas formellement le ROC diplomatiquement mais en permettant aux États-Unis de maintenir des liens économiques et culturels étroits avec Taiwan.

7.3.5 Le successeur de Mao, Deng Xiaoping, a lancé une série de réformes qui ont vu la Chine développer des liens économiques plus étroits avec l'Occident qui a finalement entraîné sa croissance économique qui a continué jusqu'à aujourd'hui. Alors que les deux pays sont devenus des partenaires économiques stratégiques, leurs points de vue sur les événements sur la scène internationale continuent de diverger. Le bombardement de l'ambassade chinoise de l'OTAN à Belgrade en 1999 a convaincu de nombreux Chinois que les Etats-Unis tentaient réellement de contenir la Chine et de maintenir le statut de superpuissance unipolaire des Etats-Unis. La persistance des violations des droits de l'homme, comme les événements survenus à la place Tiananmen en 1989, a continué l'espionnage industriel chinois et la croissance rapide de l'armée chinoise ont tous renforcé les préoccupations des États-Unis quant aux intentions à long terme de la Chine. Alors que la Chine n'est pas un ennemi franc aux États-Unis, elle n'est pas un ami de confiance. Ils se méfient les uns des autres mais refusent d'être dicté par l'autre. Tout cela mène à un avenir très intéressant où convergent leurs intérêts réciproques mais les questions d'opinion diffèrent.

7.3.6 Le PRC a été consterné que le président élu Trump a pris un appel téléphonique de félicitations du président taïwanais le 2^{ème} décembre 2016 après son succès aux élections présidentielles des USA. C'était la première fois depuis 1979 qu'un président ou un président élu avait été en contact avec Taïwan et la RPC craignait que cela ait créé un précédent pour un changement dans la position des Etats-Unis sur la politique de la «Chine unique». Trump a fait suite à cet incident en disant: «Je ne sais pas pourquoi nous devons être liés par une politique «One China » à moins que nous concluons un accord avec la Chine concernant d'autres choses, y compris le commerce». Il a ajouté: « Je ne veux pas que la Chine me dicte. Nous sommes très malmenés par la Chine avec la dévaluation, nous imposant lourdement aux frontières quand

nous ne les taxons pas, avec la construction d'une forteresse massive au milieu de la mer de Chine méridionale, ce qu'ils ne devraient pas faire et franchement Ne nous aidant pas du tout avec la Corée du Nord.³⁷ » Bien que tout cela ait pu être Trump « testing the water » avec la Chine, s'il a mal compris le fait que la RPC est intransigeante sur la question de Taiwan, Qui soit conduira à un conflit ou l'un d'eux renverser.

7.3.7 Comme l'a fait allusion le commentaire de Trump ci-dessus, la question de la mer de Chine méridionale devient rapidement d'intérêt international. En juillet 2016, la Cour permanente d'arbitrage de La Haye a confirmé la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS) et a conclu contre la revendication de la RPC à leurs mers territoriales en mer de Chine méridionale, Littoral et dans d'autres pays voisins zones économiques étendues légales (ZEE) et menacé la liberté de navigation. Il y a plusieurs différends entre les pays voisins dans cette région et la RPC. Les plus récents et notables sont: l'impasse entre la RPC et les Philippines sur le plateau de Scarborough en 2012; Et le resserrement des tensions entre la République populaire de Chine et le Vietnam en 2014 à la suite du début des opérations de forage par la société nationale chinoise d'hydrocarbures offshore, située à environ 120 milles au large de la côte du Vietnam et à l'intérieur de la ZEE revendiquée. Depuis lors, les Philippines ont élu un nouveau président qui est parvenu à un accord qui permet aux pêcheurs philippins de pêcher les eaux autour des bancs, ce qui a permis à la RPC de commencer la construction d'installations militaires sur les bancs de sable autour des îles Spratly, La construction de pistes et d'installations portuaires à un rythme rapide. Alors que la RPC n'est pas la première à entreprendre la construction de telles installations sur des affleurements isolés, la vigueur et la taille de la construction suscite des alarmes à Washington. Historiquement, les États-Unis n'ont pris aucune position sur ces différends territoriaux et se sont concentrés sur la liberté de navigation (FoN) dans la région. Étant l'un des rares pays qui n'ont pas signé l'UNCLOS, la position des États-Unis sur la déclaration des opérations de la FoN est un peu maladroite. Rex Tillerson a récemment commenté lors de son audition de confirmation que «la construction d'îles et la mise en place d'actifs militaires sur ces îles s'apparente à la prise de la Crimée par la Russie : » Cela met les Etats-Unis et la Chine sur une trajectoire de collision, avec le parti communiste du PRC a contrôlé le journal Global Times avertissant que « à moins que

³⁷ Extrait d'un article de journal Guardian écrit par Tom Phillips le 12 décembre 2016
<https://www.theguardian.com/us-news/2016/dec/12/donald-trump-questions-us-commitment-to-one-china-policy>

Washington envisage de mener une guerre à grande échelle dans la Mer de Chine méridionale, toute autre approche pour empêcher l'accès des Chinois aux îles sera stupide.»

La menace de la Corée du Nord

7.3.8 Contrairement à la Chine, le pays de la Corée du Nord est apparu comme un sous-produit de la Seconde Guerre mondiale. En août 1945, l'armée soviétique envahit la Corée dans le cadre des plans alliés pour mettre fin à la guerre avec le Japon. Cela faisait partie de l'Empire japonais depuis 1910. Les Alliés avaient convenu que l'URSS libérerait la Corée jusqu'au 38ème parallèle et que les États-Unis envahiraient le sud. En 1948, ce fossé est devenu quasi permanent en raison du début de la guerre froide, les gouvernements de la Corée du Nord et de la Corée du Sud prétendant être le pouvoir législatif légitime. En juin 1950, la Corée du Nord, sous la direction de Kim Il-Sung, envahit le Sud, soutenu par l'URSS et la Chine. Cela a ensuite vu l'envoi d'une force des Nations Unies dans la péninsule coréenne soutenue par les États-Unis et une guerre qui a suivi pendant encore 3 ans avant que les deux pays ne retournent à la frontière originale le long du 38^e parallèle dans une impasse militaire. A cette époque, la Chine avait remplacé l'URSS comme le soutien dominant de la Corée du Nord avec plus d'un million de forces aidant la lutte au nord, contre seulement 26 000 de l'URSS. Cela était en partie dû à la croyance de Mao qu'une guerre entre les États-Unis et la Chine était inévitable et aussi pour apaiser l'URSS afin d'assurer la technologie militaire soviétique que les Chinois étaient incapables d'atteindre ailleurs dans le monde et que Mao voyait comme désespérément besoin en Afin de réaliser son ambition de faire de la Chine une grande puissance mondiale.

7.3.9 Après l'armistice, le ressentiment des États-Unis a augmenté en Corée du Nord en partie à cause de la propagande mais aussi en raison des sanctions paralysantes qui leur ont été infligées. En 1963, la Corée du Nord a demandé l'aide de l'URSS dans le développement d'armes nucléaires pour contrer les armes nucléaires américaines qui étaient maintenant stationnées en Corée du Sud. Cela a été refusé, mais un programme d'énergie nucléaire a été mis en place et comprenait la formation de scientifiques nucléaires. La Chine a également été approchée, mais a également refusé d'aider.

7.3.10 En 1968, un navire espion des États-Unis, l'USS PUEBLO, a été capturé pour avoir été déversé dans les eaux territoriales nord-coréennes et l'équipage emprisonné en Corée du Nord pendant 11 mois. En 1969, un avion américain EC-21 a été abattu sur la mer du Japon, tuant 31 militaires américains. Ces actions ont mené à la rupture des relations diplomatiques américaines avec la Corée du Nord jusqu'en 1993, lorsque le déchargement d'un réacteur

nucléaire a amené l'ancien président Carter à agir en tant qu'intermédiaire. Un accord-cadre réussi a été conclu en 1994 qui a gelé les ambitions nucléaires de la Corée du Nord en échange du remplacement de leurs réacteurs par des réacteurs à eau légère. Les discussions au sujet de cet accord-cadre se sont poursuivies tout au long de la fin des années 1990 et au début des années 2000 et, en 2002, la Corée du Nord a annoncé son intention de relancer son programme d'extraction de plutonium à des fins d'armement. Cela a mené à un essai nucléaire réussi en 2006 qui a davantage tendu les relations avec les États-Unis et a abouti à l'imposition de nouvelles sanctions de l'ONU.

7.3.11 Alors que des mesures ont été prises pour normaliser la relation entre les États-Unis et la Corée du Nord, les États-Unis se sont contentés de réserver leur temps et espèrent que le régime s'effondrera tant que la menace nucléaire restera sur la péninsule coréenne. Avec la mort de Kim Jong-Il en 2011, son fils, Kim Jong-Un, est arrivé au pouvoir sous une vague de purges et d'exécutions de figures clés rivales qui comprenait des membres de sa propre famille afin de maintenir la dynastie Kim Jong au pouvoir. L'adhésion de Kim Jong-Un a entraîné une augmentation des essais de missiles des missiles de moyenne et moyenne portée qui peuvent maintenant atteindre le Japon et constituent maintenant une menace pour les forces américaines qui y sont déployées. John Kerry, alors secrétaire d'Etat américain, a fait le commentaire en 2013 en visitant la Corée du Sud que «North Korea will not be accepted as a nuclear power». Avec l'arrivée de l'administration Trump, les États-Unis doivent maintenant revoir leur politique étrangère pour s'assurer que l'Amérique continentale reste libre de la menace nucléaire d'un État voyou.

La relation américaine avec la Chine

7.3.12 Il ne fait aucun doute que la RPC et les États-Unis sont des partenaires économiques stratégiques clés, mais c'est là que leur partenariat prend fin. Leurs approches à l'égard des affaires internationales diffèrent grandement et sont susceptibles de se terminer dans une impasse quelque part dans le monde. Cela peut être dans la mer de Chine méridionale au-dessus de FoN; Ou à cause d'un changement du point de vue américain sur Taiwan; Ou sur la Corée du Nord alors que ce dernier continue de chercher un missile balistique intercontinental à longue portée (ICBM) pour frapper les États-Unis. Ce qui est certain, c'est que les États-Unis voudront pacifier soit la Russie en Europe, soit la RPC dans la mer de Chine méridionale pour qu'ils puissent se concentrer sur l'autre. Il est probable que la Chine continuera à développer et éventuellement étendre son projet de fortification offshore dans tout le reste de la mer de

Chine méridionale car personne n'est en mesure de la contrer sans un conflit majeur. La Chine envisage peut-être la Corée du Nord comme une distraction stratégique pour les États-Unis et est donc disposée à tolérer, voire à aider, la Corée du Nord afin de permettre à la Chine de poursuivre ses projets dans la mer de Chine méridionale sans entrave. L'émergence de la politique de la «Une Chine» par Trump est probablement un choc pour le système de la RPC, car ils s'entendent sur les façons et le style du nouveau président³⁸, mais ils sont peu susceptibles de voir cela comme une préoccupation majeure car ils poussent sur leur plan qui est susceptible de les voir devenir la prochaine superpuissance dans les 30-40 prochaines années. Le contrôle de la mer de Chine méridionale et de tous ses gisements minéraux est une étape importante vers la réalisation des objectifs stratégiques de la République populaire de Chine³⁹ en utilisant leur culture stratégique de 2000 ans pour «taking actions to defeat an enemy prior to the onset of hostilities»⁴⁰. C'est pourquoi la République populaire de Chine fera tout ce qui est en son pouvoir pour s'établir militairement dans la mer de Chine méridionale et faire ainsi un «fait accompli» qui leur donnera la suprématie sur les réserves minérales naturelles de la région et alimentera leur ascension économique continue.

La relation américaines avec la Corée du Nord

7.3.13 La récente mise à feu de leur missile balistique de portée intermédiaire par la Corée du Nord a étendu leur portée de missiles nucléaires au-delà de la Corée du Sud. Alors qu'il reste encore une certaine distance à parcourir avant que la Corée du Nord ne puisse cibler directement les États-Unis avec des missiles nucléaires, l'écart se termine et n'est essentiellement qu'une question de temps. Il semblerait que le tir d'essai récent peut avoir identifié une faille potentielle dans la politique étrangère d'atout car il a été lent à répondre. Puis encore, cela peut être Trump montrant la retenue et ne pas agir sur chaque action qui se passe autour du monde. Sa déclaration conjointe avec le Premier ministre du Japon immédiatement après le licenciement aura permis de régler certains des soucis dans la région, mais à moins qu'il ne souhaite engager les forces américaines à l'action militaire, il n'a que les mêmes options que ses prédécesseurs. Le président Obama a agi en resserrant les sanctions

³⁸ Postscript: Au cours de la semaine commençant le 5^e février 2017, Trump a appelé le président Xi Jinping de la Chine et a promis de s'en tenir à la longue politique de l'Amérique "One China" après avoir été exhorté à le faire par son secrétaire d'Etat, Rex Tillerson.

³⁹ Les objectifs stratégiques de la RPC sont tirés de la Constitution du Parti communiste chinois.

⁴⁰ McDonald SD (M.), Jones B (M.) & Frazee JM (M.), *Phase Zero - How China Exploits it, Why the United States does not*, Naval War College Review Summer 2012 Vol.65 No.3, p 123-133, <https://www.usnwc.edu/getattachment/eef71cb7-abe7-4410-adaf-d78d085d933e/Phase-Zero--How-China-Exploits-It,-Why-the-United->

internationales et en renforçant l'alliance américaine avec la Corée du Sud et le Japon. Les présidents Clinton et George W. Bush ont cherché à négocier. La Chine sera un acteur clé dans la résolution de cette situation s'ils souhaitent s'impliquer.

La relation américaine avec le Japon

7.3.14 Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont une présence militaire permanente au Japon. Cela a été officiellement établi dans le Traité de 1951 de San Francisco dans lequel les forces américaines du Japon a été établi avec l'obligation légale de défendre le Japon contre les menaces extérieures. Cela comprend dissuader la République populaire de Chine qui a revendiqué les îles japonaises de Senkaku et Diaoyu. Par conséquent, les États-Unis ont le devoir d'entreprendre la police des eaux japonaises ainsi que leur croyance dans le maintien de FoN dans toute la région.

Les relations américaines avec le Royaume-Uni et l'OTAN en Asie et dans le Pacifique

7.3.15 Depuis le retrait du Royaume-Uni des forces basées à l'est de Suez en 1971, elles ont eu peu ou pas de présence régulière dans la région du Pacifique. Compte tenu des effectifs actuels du Royaume-Uni et des tâches permanentes que ces forces doivent entreprendre, il est fort peu probable que le Royaume-Uni soit en mesure de soutenir les États-Unis en tant que partenaire stratégique dans la région du Pacifique sans une réévaluation des engagements permanents du Royaume-Uni. L'Australie et la Nouvelle-Zélande sont des partenaires militaires stratégiques évidents dans cette région et il se peut que le Royaume-Uni, à travers les liens du Commonwealth et le partenariat « 5 Eyes », soit appelé à appuyer leurs opérations. Il est peu probable que cela s'étende aux principales unités de combat. Pas tout à fait la renaissance de l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-est (SEATO) mais des pas significatifs dans cette direction. Le Royaume-Uni reste toutefois bien placé dans l'Atlantique, la Méditerranée et le Moyen-Orient pour, au minimum, libérer des unités américaines dans ces régions pour soutenir le théâtre du Pacifique, le cas échéant. Cela peut aussi être dit des autres forces de l'OTAN dans le théâtre européen, bien qu'elles soient plus susceptibles de combler les lacunes laissées par les forces américaines en partance en Europe afin de maintenir la dissuasion de l'OTAN contre une menace russe croissante pour l'UE. La zone de préoccupation en Europe viendrait du déséquilibre des forces le long de la frontière entre l'UE et la Russie si les États-Unis repositionnaient toutes leurs forces dans la région du Pacifique. Une telle mesure pourrait également remettre en question l'utilité de l'OTAN sans la garantie de la machine militaire américaine. La France et le Royaume-Uni sont bien placés pour agir sur la scène internationale

dans les milieux diplomatiques et sont aussi des membres permanents de l'UNSC avec pouvoir de veto.

Les relations américaines avec l'UE

7.3.16 La France est le seul membre de l'UE avec des territoires dans le Pacifique et, en tant que tel, continue d'avoir une petite présence dans la région qui pourrait être en mesure de soutenir les opérations américaines. Étant donné leur appui récent aux opérations américaines en cours au Moyen-Orient, comme l'engagement du CTF 50⁴¹, ce ne serait pas la première fois que des missions américaines seraient entreprises par un allié de l'OTAN. D'autres membres européens continuent d'entreprendre des opérations de police et de lutte contre la piraterie jusqu'au Moyen-Orient, mais encore une fois, ils s'aventurent rarement à l'est de la mer de Chine méridionale. Par conséquent, si les États-Unis cherchent à recentrer leur attention sur le Pacifique, les alliés européens resteront probablement les principaux acteurs du maintien de l'ordre dans le reste du monde afin de maintenir les lignes maritimes de communication qui permettent la sécurité économique. À eux et au reste du monde. Ce qui serait très préoccupant, c'est la menace croissante de la Russie sans la dissuasion fournie par les États-Unis.

Le futur État de sécurité et défense de l'UE

7.3.17 Un recentrage des États-Unis, voire une réorientation partielle, sur le Pacifique et le repositionnement des forces américaines dans cette zone aux dépens de l'Europe est susceptible de voir l'UE envisager de formaliser la coordination des forces militaires de l'UE qui réside actuellement individuellement avec chaque Etat membre Ou collectivement par l'OTAN (pour ceux qui sont membres). La question de savoir si cette approche formalisée serait limitée à un seul quartier général de commandement et de coordination ou si elle a franchi la prochaine étape vers la création d'une force militaire permanente de l'UE pour contrer la menace russe est une question difficile car elle repose sur le consensus de tous Membre de l'UE à s'entendre. C'est un sujet controversé car il y a un certain nombre de pays au sein de l'UE et de l'OTAN qui proposent une ligne pro-russe⁴² et quelques-uns⁴³ s'appuient fortement sur le

⁴¹ Le CTF 50 est le groupe de frappe des transporteurs dirigé par les États-Unis qui planifie et entreprend des opérations de grève dans la zone d'exploitation conjointe du Moyen-Orient. Cela a été entrepris par le Groupe français de grève des transporteurs à deux reprises au cours des 2 dernières années.

⁴² La Moldova a élu un président pro-russe, Ion Dodon, en novembre 2016; Le nouveau président de la Bulgarie, Rumen Radev, est également pro-russe; Et le président turc Recep Tayyip Erdogan a également suggéré une position pro-Chine et pro-russe - Rapporté dans le Daily Mail le 21^e Novembre 2016 - <http://www.dailymail.co.uk/news/article-3956346/Eastern-European-countries-begin-sidling-Putin-voters-elect-Russia-friendly-leaders-disappointment-grows-life-weakening-EU.html>

soutien économique, industriel et financier de la Russie, ces derniers étant réticents à opposer la Russie au cas où le support est perdu.

7.3.18 Alors que, dans un premier temps, le développement de la capacité militaire de l'UE serait de lutter contre la menace russe, il pourrait également être utilisé à l'avenir comme un outil énergique pour poursuivre la stratégie de politique étrangère de l'UE et développer sa culture stratégique plus naturellement. Un tel mouvement pourrait voir l'OTAN devenir rien de plus qu'un bureau parlant et l'agence de normalisation, mais la croissance des dirigeants pro-russes en Europe est susceptible d'effectuer le processus de prise de décision au sein de l'UE, potentiellement le rendre impuissant contre la Russie.

Le rôle du Royaume-Uni avec l'UE après le BREXIT

7.3.19 Comme l'un des principaux liens des États-Unis avec l'arène européenne, la Relation Spéciale a la possibilité de prospérer aussi longtemps qu'un rôle peut être trouvé pour le Royaume-Uni aux côtés de l'UE. Cependant, au fur et à mesure que les États-Unis se concentrent sur le Pacifique et que la menace russe diminue aux yeux des États-Unis, la montée en puissance d'une force militaire de l'UE pour lutter contre cette menace peut faire de l'OTAN une chose du passé. Ce faisant, le Royaume-Uni a la possibilité réelle de devenir marginalisé en tant que joueur extérieur avec les États-Unis qui traitent directement avec l'UE pour assurer la sécurité de l'Europe contre la Russie. Tandis que l'UE accueillerait toujours les forces expéditionnaires concentrées du Royaume-Uni pour soutenir les opérations de l'UE, ce n'est que si le Royaume-Uni conserve une telle force. Compte tenu des réductions des effectifs au Royaume-Uni au cours des 20 dernières années; Cela devient maintenant une préoccupation majeure pour le gouvernement britannique dans la mesure où ils cherchent à retenir du personnel pour exploiter la multitude d'équipements militaires nouvellement achetés dans tous les services. Cela dit, on espère que la confiance qui a été forgée au fil du temps entre les États-Unis et le Royaume-Uni assurerait que les deux restent l'intelligence et les partenaires de sécurité mondiale de choix, cependant pour combien de temps reste indécis.

Scénario B – La conclusion

7.3.20 Ce sont encore des premiers jours pour Trump et le tir nord-coréen de missiles a montré que malgré sa rhétorique précédente vers cette région, il fait preuve de réserve. Cela peut être dû à être lu sur les situations et comment une réaction dans un domaine pourrait avoir une

⁴³ La Grèce, la Hongrie, la Chypre et la République tchèque sont tous en quelque sorte liée à la Russie et pourraient éventuellement s'opposer à tout vote de l'UE qui menacerait la Russie.

contre-action dans un autre, car il y a plus d'un adversaire potentiel. Il peut paraître évident de dire que la solution des États-Unis à la Corée du Nord réside dans leurs relations avec la Chine; Cependant la Chine a des objectifs à long terme pour réaliser leur stratégie. Ils comprennent que les administrations des États-Unis vont et viennent et que les perspectives tournent et se déplacent pour atteindre les objectifs et les objectifs particuliers des administrations qui sont fixés tous les 4 à 8 ans. Par conséquent, la ligne d'action la plus probable est que les États-Unis continueront à contenir la Corée du Nord, éventuellement avec un renforcement des forces en Corée du Sud, sans chercher un conflit direct. Cette accumulation sera considérée comme une menace pour la Chine, mais sera atténuée par les États-Unis reconnaissant formellement la politique "One China" et montrant des actions restreintes dans la mer de Chine méridionale. Cela permettra à la Chine d'achever son programme de construction et d'aller quelque manière pour s'assurer que le partenariat économique sino-américain reste intact. Une augmentation de la présence militaire américaine dans toute la région est donc plus probable, aux dépens des forces américaines en Europe. La Chine verra cela en interne comme un Trump qui cliquetis son sabre, et la Chine est peu susceptible de répondre à un problème à court terme, qui est la façon dont Trump est potentiellement perçue.

7.3.21 Qu'en est-il de l'UE? Avec l'augmentation de la présence militaire des États-Unis dans le Pacifique, il est probable que les États-Unis attireront les niveaux de force dans d'autres théâtres. Cela pourrait inclure l'Europe, ce qui soulève la nécessité pour l'Europe de pouvoir se défendre sans les USA. Alors que l'OTAN est peu susceptible de se faner sur la vigne, l'UE est plus susceptible de voir l'écriture sur le mur et voir la nécessité d'assurer sa propre sécurité en dehors de cette organisation. Par conséquent, il est probable que sa culture stratégique va lentement changer avec le temps que l'UE développe sa propre identité en tant qu'utilisateur de puissance dure dans la région. Les deux grandes puissances de guerre expéditionnaire en Europe occidentale, à savoir la France et le Royaume-Uni, deviendraient des éléments essentiels pour assurer la sécurité européenne, renforcée par la force que l'Allemagne et d'autres nations peuvent offrir. Que le Royaume-Uni soit dans l'UE ou non, son rôle pour assurer la sécurité européenne est évident et avec ce rôle, son partenariat économique avec l'UE est peut-être assuré, même si les commentaires récents de Guy Verhofstadt, un négociateur de l'UE pour le BREXIT, La capacité de défense et de sécurité du Royaume-Uni comme outil de négociation. Malheureusement pour lui, le Royaume-Uni est probable et droit de faire exactement cela.

7.3.22 Cependant, dans le plan d'action le plus improbable et le plus dangereux, Trump chercherait à éliminer la menace nord-coréenne contre les États-Unis et ses partenaires stratégiques dans le Pacifique. Ce serait d'abord contre la Corée du Nord, mais comme avec la guerre de Corée en 1950-53 et la guerre du Vietnam en 1955-75, la Chine sera probablement attirée dans le conflit. De quel côté, est une question intéressante, mais comme c'est le COA le plus dangereux, la Chine viendra à l'appui de la Corée du Nord. Si une telle approche était adoptée, elle mènerait très probablement à des conflits de grande envergure entre les deux grandes puissances, et si elle ne s'intensifiait pas dans la guerre nucléaire, il est tout à fait possible qu'un nouvel ordre mondial surgisse de l'issue du conflit. Ceux qui peuvent garder leur poudre sèche le plus longtemps avant de s'impliquer ont historiquement⁴⁴ vu la plus grande augmentation de puissance dans la suite. Il peut donc être dans l'intérêt de l'Europe de rechercher l'apaisement avec la Russie afin de tirer le meilleur parti d'un tel conflit. Après tout, les partenariats de la Russie et de l'UE en feraient le plus grand marché libre au monde et jetteraient les bases européennes (ou russes) pour le statut de superpuissance. Cela exigerait que l'UE parvienne à un consensus sur la Russie et qu'un changement dans sa culture stratégique lui permette de développer sa propre capacité militaire au cours des 20 à 30 prochaines années que l'OTAN se dissout lentement.

8. Conclusion

8.1 Si nous revenons à la ligne de base que nous avons identifiée au départ, nous avons une culture de sécurité européenne basée sur la défense de l'Europe contre le terrorisme, le crime organisé et la cyberattaque. Des solutions de puissance aux affaires internationales au lieu des solutions d'énergie dure. En examinant de nouveau la définition de la culture stratégique donnée par Jack Snyder en 1977, nous voyons apparaître un certain nombre de problèmes potentiellement critiques pour l'UE.

«A distinctive body of beliefs, attitudes and practices regarding the use of force, which are held by a collective and arise gradually over time, through unique protracted historical process. »⁴⁵

8.2 Les questions sont notamment celles du «temps», de la «confiance en soi» et de «l'interdépendance». Pour que l'UE puisse réussir dans les affaires internationales, elle doit pouvoir développer son «ensemble distinctif de croyances, d'attitudes et de pratiques

⁴⁴ Les Etats Unis dans deux guerres mondiales.

⁴⁵ SNYDER Jack (M.), *The Soviet Strategic Culture: Implications for Limited Nuclear Options*, Rand Corporation, Santa Monica, 1977, 5p.

concernant l'emploi de la force». Il est actuellement à ses débuts en tant qu'entité politique et il faudra du temps pour les pays membres, dont certains ont été autour depuis plus de 2000 ans, de voir les choses à travers les yeux du collectif plutôt que comme un membre indépendant de l'Union. Une fois que les membres auront atteint une croyance et une attitude collective, ils auront l'occasion de croître de façon exponentielle tant sur le plan économique que sur le plan politique et militaire. Toutefois, sans cet ensemble collectif de croyances, d'attitudes et de pratiques, l'UE est mise en place pour échouer en tant que plus qu'une zone de libre-échange ou un gardien de la paix. Ses membres collectifs ont donc besoin de temps pour développer ces croyances ensemble afin qu'une compréhension se développe et l'interdépendance devient une nécessité plutôt que d'avoir un bon à avoir. Pour que cela se produise correctement, l'UE doit adopter une approche à long terme et identifier son État final stratégique pour que tous puissent s'entendre et s'engager. Certaines des raisons pour lesquelles le Royaume-Uni a voté pour quitter l'UE⁴⁶ découlent de ce manque de compréhension de l'endroit où l'UE se dirigeait et on espère que le BREXIT fera réévaluer l'UE son ambition. Est-ce une zone de libre-échange avec ses propres solutions de soft-power? Où, ce qui est de plus en plus probable, est-ce un État fédéré qui, dans les 100 ans à venir, fonctionnera de la même manière que les États-Unis, qui peuvent faire appel à des solutions énergétiques douces pour atteindre leurs objectifs? Malheureusement, les démocraties occidentales travaillent sur un cycle de cycles de 4 à 7 ans, ce qui augmente les difficultés auxquelles l'UE est confrontée et la réélection est la force motrice de chaque cycle. Une autre question qui commence à apparaître est une divergence dans ce que les pays membres conviennent de la façon correcte de faire face aux situations de politique étrangère. Sept des vingt-huit membres de l'UE soutiennent la levée des sanctions de l'UE contre la Russie. Bien que vous puissiez normalement revenir aux six types de divergences de Howorth pour identifier un ensemble distinct de cultures de sécurité nationale qui soutiendrait cette action, les pays concernés couvrent la liste complète et ne sont pas d'un ou deux types particuliers comme on s'y attendrait. Est-ce le premier pas de l'Europe vers l'apaisement de la Russie en sachant que le soutien militaire américain ne peut durer éternellement?

8.3 Dans le scénario A, le « Most likely course of action » était que Trump suivrait les conseils de son personnel et convenait que la Russie continuait à constituer une menace pour la stabilité de l'Europe et donc une menace pour l'économie américaine. Ce faisant, il chercherait

⁴⁶ Annex C – Reasons the population of the UK voted for BREXIT.

à obtenir le soutien financier de tous les membres de l'OTAN qui consoliderait les relations de l'OTAN avec l'UE. Cela permettrait à l'UE de rester sur sa voie actuelle avec peu de changement dans sa culture stratégique dans un avenir prévisible. Le rôle du Royaume-Uni se développera à temps pour être un contributeur de la défense à l'UE / OTAN en échange d'accords économiques entre le Royaume-Uni et l'UE, en effet l'achat de la sécurité économique du Royaume-Uni par la disponibilité de sa capacité militaire.

8.4 Le « Most dangerous course of action » était que Trump chercherait à être ami Putin et à créer une nouvelle alliance économique russo-américaine. Aussi improbable que cela puisse paraître, les conséquences méritent d'être prises en considération, car cela aurait un sérieux effet sur l'UE et pourrait signaler la disparition de l'OTAN, laissant l'UE trouver sa propre solution de sécurité. Le changement de culture stratégique dans cet événement serait rapidement contraint sur les membres de l'UE qui seraient soit accepter et agir en union vers une solution ou risquer la fracture et la désintégration ultérieure de l'UE. Ce changement de culture stratégique signifierait vraisemblablement que l'UE aurait besoin de trouver ses propres solutions et de comprendre comment les utiliser dans un délai très court. Le Royaume-Uni peut avoir la possibilité de rejoindre les États-Unis dans leur partenariat économique avec la Russie, mais au détriment de leurs relations avec l'UE. Cela permettrait d'isoler davantage l'UE en forçant le changement ci-dessus.

8.5 En examinant le scénario B, le « Most likely course of action » était que les États-Unis continueraient à contenir la Corée du Nord sans chercher un conflit direct alors qu'ils continuent à faire respecter FoN tout au long de la mer de Chine méridionale sans imposer un blocus du programme chinois de construction. Cela entraînerait un changement dans la disposition des militaires américains loin du théâtre européen et tandis que les États-Unis ne seraient pas physiquement retirer de l'OTAN, l'UE est susceptible de voir ce rabais comme une préoccupation grave qui peut les conduire vers la création d'une défense Mécanisme de leur propre. Le changement de la culture stratégique européenne dans ce cas est susceptible d'être plus progressif et compatible avec la maturité de la stratégie actuelle de l'UE. Cela dit, ils auront encore à voter sur des liens toujours plus étroits et une capacité militaire centralisée, les questions françaises sur ce qu'il faut faire avec leur ensemble sur le Conseil de sécurité et leur capacité nucléaire reste sans réponse.

8.6 Le « Most dangerous course of action » a vu Trump prendre des mesures pour éliminer la menace nord-coréenne aux États-Unis et ses partenaires stratégiques dans le Pacifique. Comme on en a discuté, l'issue très probable de ces actions est qu'elles deviendront embrouillées dans encore une autre guerre de procuration avec la Chine de la même manière qu'ils l'ont fait dans la guerre de Corée de 1950-53 et la guerre de Vietnam de 1955-75. Si une telle ligne de conduite était adoptée, il y a une possibilité sérieuse qu'un nouvel ordre mondial surgisse de l'issue de ce conflit, si le monde survit. Toute guerre entre la Chine et les États-Unis est très susceptible de devenir une guerre mondiale et avec l'économie et la défense de l'UE liées aux États-Unis, il est très probable que l'UE serait tirée dans ce conflit soit comme nations individuelles ou collectivement sous une UE ou NATO, sous l'article 5. Cependant, l'apaisement de la Russie serait également une priorité élevée pour l'UE afin d'éviter qu'une alliance sino-russe soit formée et que la guerre du Pacifique soit apportée directement en Europe. Dans ce contexte, l'UE n'aurait pas le temps de faire de la transition un créateur et un utilisateur de hard power et devra s'appuyer sur la force de l'alliance de l'OTAN pour se défendre. Le Royaume-Uni soutiendrait à la fois les États-Unis et l'UE par son appartenance à l'OTAN et les «relations spéciales». Cela dit, un apaisement de la Russie pourrait conduire à un nouveau partenariat entre la Russie et l'UE qui, si on lui permettait de rester en dehors de tout conflit entre la Chine et les États-Unis, pourrait voir une nouvelle superpuissance mondiale sortir de ses suites.

8.7 Une des hypothèses formulées au début de cette étude était que le BREXIT ne conduirait pas les autres États membres de l'UE à quitter l'Union. En effet, du fait du nombre croissant de pays pro-russes au sein de l'Union qui voient la solution de la menace russe à l'Europe différemment, cette hypothèse devient de plus en plus probable à mesure que de plus en plus de membres cherchent à apaiser Plutôt que d'affronter la menace russe. L'effet que cela aurait sur le reste de l'UE est tout à fait imprévisible, mais va de la désintégration complète de l'UE, qui est hautement susceptible d'être en ligne avec les objectifs stratégiques de Putin, à travers une simple diminution de taille et l'ambition de l'Union. De toute façon, la probabilité d'une plus grande intégration au sein des membres de l'UE continuera à diminuer tant que Putin sera en mesure d'utiliser les États membres les uns contre les autres pour promouvoir sa propre cause.

	« COAs » du Président Trump	
Politique étrangère	Très probablement COA	Le plus dangereux COA

américaine		
Scénario A - Européen Focus	<ul style="list-style-type: none"> • Pas de changement réel dans les 20 à 30 prochaines années. • Continuer à utiliser l'OTAN comme mécanisme de défense contre la Russie. • Maintenir des solutions de puissance douce à IR. 	<ul style="list-style-type: none"> • Changement rapide de l'ESC dans les 5 à 10 ans pour combler le manque de soutien américain. • Peut conduire à la disparition de l'OTAN • Croissance rapide de la capacité de l'UE en matière d'énergie dure. • Interférence de la Russie dans l'UE si SC ne peut pas changer
Scénario B - Pacifique Focus	<ul style="list-style-type: none"> • Changement plus graduel de l'ESC pour combler le nombre croissant de lacunes laissées par les forces américaines partant pour le Pacifique • Transfert progressif de la défense européenne de l'OTAN vers une solution de l'UE sur 10 à 15 ans. • Croissance graduelle de la capacité de l'UE en matière d'énergie dure. 	<ul style="list-style-type: none"> • Possibilité réelle de conflits mondiaux • Un consensus difficile au sein de l'Union européenne entravera l'ESC. • Le nombre croissant de pays pro-russes dans l'UE peut conduire à un apaisement de la Russie afin d'éviter un partenariat sino-russe contre les Etats-Unis qui pourrait conduire à ce que le conflit atteigne l'Europe. • À court terme, l'OTAN restera la solution avec une capacité renforcée de l'UE, mais à mesure que l'UE établira son partenariat avec la Russie, cela diminuerait naturellement • À plus long terme, une capacité permanente de l'UE pourrait prendre la relève de l'OTAN dans 20-30 ans.

Tableau 3. Effets de la politique étrangère des États-Unis sur la culture stratégique européenne (ESC)

8.8 En fin de compte, Trump cherche à mettre « America First ». Cela ne signifie pas qu'il veut éliminer tous les ennemis potentiels des USA, car cela en soi entraînerait son déclin. Ce qui veut dire, c'est qu'il veut s'assurer que l'Amérique obtient son bang par dollar et ne permettra pas à d'autres pays à capitaliser sur ses efforts pour libre. Tout a un prix ou une valeur et comme un homme d'affaires Trump a l'intention de voir que l'Amérique tire le meilleur parti du monde. Ce faisant, l'UE devra probablement renforcer sa cohésion interne pour se maintenir en tant que partenaire commercial viable. Cela finira par faire en sorte que l'UE se dirige vers

l'indépendance militaire et, par là, un changement de sa culture stratégique. Comme pour le Royaume-Uni, le monde est un endroit très différent de ce qu'il était 12 mois plus tôt. En réalité, le fait de différer son départ de l'UE entraînerait une plus grande incertitude au sein de l'Union et d'éventuelles fissures supplémentaires apparaîtraient. Toutefois, pour aller de l'avant avec le départ sans tenir compte des changements qui sont survenus est tout aussi inquiétant. Il semblerait que le Royaume-Uni a tout à perdre et la balle est fermement entre les mains des autres. PM May devra procéder avec une extrême prudence si le Royaume-Uni doit rester un joueur sur la scène mondiale.

ANNEX A

PRESIDENTIAL RHETORIC PRIOR TO ELECTIONS

During the 2016 US Presidential elections the need for a costly NATO alliance with Europe was called into question by the now President-Elect Trump, who stated that NATO members must pay their way, implying all members should at the very least be spending 2% of their GDP on Defence. This raised the question in European capitals whether the US would support the collective self-defence of those that did not pay their way. Is this Presidential election rhetoric or a promise of what is to come? Eight years earlier in 2008, the then Democratic candidate Senator Obama played the same rhetorical battle with, unusually, the man in office at the time, President GW Bush and not his Presidential adversary Republican Senator McCain. Obama argued that a vote for McCain was a vote for continuation of the current administration and that he would bring about change. This allowed him to win the battle of words and ideas on national security, the economy and health care, which were the 3 primary issues of the American people at the time, in much the same way as President-Elect Trump may have done this time around – “A vote for Hilary is a vote for the continuation of the Obama Administration”. Obama’s undertone was that a:

“Democratic victory would redeem the rule of law in the United States. No longer would Americans be led astray by a lawless leader and no longer would Americans be poorly regarded in the global community of nations. Quite the contrary, his election to the presidency would restore America’s rightful leadership role in the world and it would signal America’s return to righteousness”⁴⁷.

President-Elect Trump may have used a different rhetoric, such as ‘the wall along the Mexican border that he was going to construct but the Mexican government was going to pay for’, but his sentiment was much the same - don’t vote for the continuation of the old administration; vote for something new and different. Obama stated that he would shut the detention centre at Guantanamo Bay claiming Bush had committed violations on human rights there including the trial of terrorists by military tribunals and a block on the disclosure of White House records to cover up his actions. As we neared the end of President Obama’s 8 years in office, Guantanamo Bay Detention Centre still remained open; detainees were still being tried by military tribunals; and White House records still remain closed to the public.

⁴⁷ http://www.huffingtonpost.com/richard-albert/the-rhetoric-of-redemptio_b_471415.html

President-Elect Trump made a number of statements in his pre-election rhetoric:

Statement	Before Election	After Election
Prosecution of Hilary Clinton	"If I win, I am going to instruct my attorney general to get a special prosecutor to look into your situation."	On 22 November, Mr Trump's spokeswoman said he would not pursue a further investigation - to help Mrs Clinton "heal".
Obama Care	He was going to scrap Obamacare	He said he had reconsidered repealing the entire act after meeting with Mr Obama
Mexican Wall	He vowed to build a wall along the US-Mexican border and insisted that the Mexico would pay for it.	US Congress would explore funding options for the wall, with Mexico to be asked for reimbursement.
Muslim access to the USA	He promised to ban all Muslims entering the US.	He replaced the policy with one suspending visas "to any place where adequate screening cannot occur, until proven and effective vetting mechanisms can be put into place".
Deportation of Illegal Immigrants	Mr Trump repeatedly told his supporters that every single undocumented immigrant - of which there are 11.3m - "have to go".	His plan had been scaled back somewhat with up to 3 million being deported, however a US-based think tank has this figure more likely to be around 890,000.
Torture	He would approve waterboarding "immediately" and "make it also much worse", adding "torture works".	Mr Trump told the New York Times he had been "surprised" when Gen James Mattis explained to him waterboarding was not as effective as other, non-torture methods.

Table 4. President-Elect Trump’s pre-election rhetoric⁴⁸

Since the November 2016 Presidential elections, President-Elect Trump has not softened over his stance on abortion or trade deals. He has however, yet to mention post-election, what he intends to do with respect to renegotiating the North American Free Trade Agreement (NAFTA), stance on NATO and Europe, or what he will do after calling China a currency manipulator.

⁴⁸ <http://www.bbc.com/news/world-us-canada-37982000>

ANNEX B

UK/US SPECIAL RELATIONSHIP

So what is the UK/US special relationship? The term was used in a speech made by Winston Churchill in 1946 but its symbolism can be traced back to at least the 1860s. The common language and similar cultures coupled with the two countries unique history have helped to bring them together in times of crisis but it was the fall of France in 1940 that is repeatedly singled out as the decisive event in international relations that lead the special relationship to displace the entente cordiale as the pivot of the international system⁴⁹. Since then, the UK and USA have fostered close ties in a number of significant areas. Key military ties have included the signing of the 1958 US-UK Mutual Defence Agreement, which saw an agreement for the US to supply delivery systems for the British nuclear warhead – an agreement that continues to this day with Trident; the latest and ongoing collaboration is in the development of the F35 Lightning II, the aircraft that will operate off the Royal Navy's new aircraft carriers in the near future.

Intelligence collection and sharing is probably the most sensitive part of the special relationship which commenced during WWII at Bletchley Park with the decryption of the Enigma machine⁵⁰. This has continued in many forms such as the 5 Eyes intelligence sharing community, which the UK and US are founding members alongside Canada, Australia and New Zealand; and the more restricted 2 Eyes cooperation between the USA's National Security Agency and the UK's Government Communications HQ.

There is no doubt that this Special Relationship has had its peaks and troughs and it could be argued that these have been exacerbated by the relationships between the President and Prime Minister at that time. Churchill and Roosevelt were potentially the first close partnership leaders during WWII. Macmillan and Kennedy continued the theme and Macmillan went on to say that he felt "it was Britain's historical duty to guide the power of the United States as the ancient Greeks had the Romans". Heath and Nixon had a more measured approach with Heath calling it a "natural relationship" vice special. This may have been due to his Pro-European stance and fact that the UK was in the process of entering the EEC. Carter and Callaghan had

⁴⁹ https://en.wikipedia.org/wiki/Special_Relationship#Special_Relationship.

⁵⁰ <http://www.e-ir.info/2014/06/15/the-intelligence-special-relationship-between-britain-and-the-united-states/>

little real contact due to economic difficulties at home but relations remained good. Possibly the most famous relationship was between Margaret Thatcher and Ronald Reagan in the 1980s. During this period, we saw the replacement of Polaris with Trident, US intelligence and munitions support to the UK in the Falklands Conflict and the use of US airbases in the UK for the bombing of Libya in retaliation for terrorist attacks. More lately for both Major and George H W Bush/Clinton and Blair and George W Bush, the British have supported the US in both Gulf Wars, although Major's disagreement over actions in Serbia and Clinton's willingness to accept Jerry Adam's (a listed terrorist in the UK) into the USA did cause significant cracks in the relationship. There have been more testing moments as well. Wilson's decision to not commit troops to Vietnam created a frosty relationship with Lyndon Johnson. Kennedy's cancellation of the UK/US collaboration on Skybolt, a nuclear air to ground missile, which at the time caused a gap in the UK's strategic nuclear capability, also caused tension, but the Special Relationship lived through these significant events and has gone from strength to strength.

ANNEX C

REASONS THE POPULATION OF THE UNITED KINGDOM VOTED FOR BREXIT

(Taken from FORBES Magazine website – 3 Reasons Brits voted for BREXIT⁵¹)

Economics

The first reason was opponents of the EU argued that it is a dysfunctional economic entity. The EU failed to address the economic problems that had been developing since 2008... for example, 20% unemployment in southern Europe.

The difference between the lives of southern Europeans and Germans—who enjoy 4.2% unemployment—is profound. Europe as a whole has stagnated economically.

The argument for remaining in the EU was that the alternative was economic disaster. However, staying in a stagnated organization to solve British problems seemed short sighted and made little sense to opponents. They believed that remaining in the European Union would make Britain follow Europe's lead.

Obviously, they didn't think that Europe would throw up trade barriers against Britain. The UK is Germany's third most important export target. The last thing Germany wants is a trade war with Britain.

Similarly, the threat that London's banks would decamp for Frankfurt is logistically implausible. Clients from around the world enjoy visiting London, and in finance, it's the clients that matter.

The European Union didn't create the existing financial relationships. Britain's financial role goes back almost two centuries. The EU is a system that aligns with financial reality. It does not create it.

If London's banks were to move to Frankfurt, New York would become a unique magnet. In the end, the Europeans need a financial centre in London. They will not lock it out.

Sovereignty

The second reason for Brexit is the rise of nationalism across the world.

There's a growing distrust of multinational financial, trade, and defence organizations created after World War II. The EU, the IMF, and NATO are good examples of this.

Many who oppose the EU believe these institutions no longer serve a purpose. Not only that, these organisations take control away from individual nations. Mistrust and fear of losing control made Brexit a reasonable solution to them.

But for the supporters of the EU, such organizations are self-evidently valuable. They may need to be tweaked but not abandoned.

⁵¹ <http://www.forbes.com/sites/johnmauldin/2016/07/05/3-reasons-brits-voted-for-brexit/2/#50ffadac76ef>

The immigration crisis in Europe was a trigger. Some EU leaders argued that aiding the refugees was a moral obligation. But EU opponents saw immigration as a national issue, as it affected the internal life of the country. Steering clear of this issue was an important driver for the “leave” vote.

The EU doesn’t understand the power of nationalism. It attempts to retain nationality as a cultural right. On the other hand, it deprives individual nations of the power to make many decisions. This may have worked before 2008, but it has become increasingly difficult to accept.

Political Elitism

Finally, the political leadership of Britain faced a profound loss. The “leave” voters rejected both the Conservative and Labour parties. Both parties had endorsed remaining with the EU and saw many of their members go into opposition on the issue.

Ultimately, it was a three-way struggle. Two established parties wanted to remain in the EU, and a third faction, drawn from both parties, opposed it. People in this third group saw both of the establishment parties as hostile to their interests.

This should be considered in the broader sense.

The possibility of Brexit frightened financial markets. They said so loudly. What they did not grasp was the degree to which they had lost legitimacy in 2008.

Most “leave” supporters believed that the financial industry’s recklessness and incompetence had created a disaster for many. Besides, they saw no benefit to themselves in the success of the financial industry... even though it wasn’t true.

It’s vital to understand that Brexit was a vote against the British elite. Voters thought politicians, business leaders, and intellectuals had lost their right to control the system.

Voters thought the elite had contempt for their values—for their nationalism and interests.

This is not a new phenomenon in Europe. This is not a British phenomenon, either. It is something that is sweeping Europe and China. And with the rise of Donald Trump, it’s also present in the United States.

Trump’s entire strategy is to attack both the Democratic and Republican leadership... and the elite who have contempt for the nationalism and moral principles of those beneath them. It’s a shift in politics that the West is undergoing. Now, it’s in London.

power he has eased his stance on this and reaffirmed US support to NATO whilst continuing to urge NATO members to fulfil their financial contributions to the alliance, but the wake-up call might have been just enough to get member states to act.

BIBLIOGRAPHIE

Publications

ANDERSON Stephanie B (M^{me}), *Crafting EU Security Policy: In Pursuit of a European Identity*, Lynne Rienner Publishers, London, 2008.

ANONYMOUS, *A Secure Europe in a Better World – European Security Strategy*, European Commission, Brussels, 12 December 2003.
<http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cmsUpload/78367.pdf>

ANONYMOUS, *European Commission Communication – The European Agenda on Security*, European Commission, Strasbourg, 28 April 2015.

ANONYMOUS, *North Atlantic Treaty Organisation Fact Sheet: Warsaw Summit Key Decisions*, Public Diplomacy Division (PDD), Brussels, September 2016.

ANONYMOUS, *North Atlantic Treaty Organisation Fact Sheet: NATO – U Relations*, Public Diplomacy Division (PDD), Brussels, July 2016.

ART, Robert J (M.), *America's Grand Strategy and World Politics*, Routledge, New York, 2009, 269-371p.

ASSMANN, Dieter H (M.) & FILSECK, Karin M (M^{me}), *China's New Role in the International Community : Challenges and Expectations for the 21st Century*, Peter Lang, Frankfurt, 2005, 11-20p.

BEAUFRE André (General), *Introduction à la Stratégie*, Pluriel, France, 1998,

BELIN, Carmine (M^{me}), *The United States and the European Union: Perceptions and Challenges*, Lextenso, Washington, 2007.

BEVAN, R Alan (M^{me}), *The European Union and the United States – Processes, Policies and Projects – A European-American Partnership?*, Larcier, Brussels, 2013, 211-228p.

BRENNER Michael J (M.), *McNair Paper 66 - Europe's New Security Vocation*, Institute for National Strategic Studies, Washington, 2002.

CHALIAND Gérard (M.), *Anthologie Mondiale de la Stratégie*, Robert Laffont, Paris, 1990.

DUKE Simon (M.), *The Elusive Quest for European Security – From EDC to CFSP*, Macmillan Press, London, 2000.

FORSBERG, Tuomas (M.) & Herd, Graeme P. (M.), *Divided West – European Security and the Transatlantic Relationship*, Chatham House, London, 2006, 96-101p, 128-140p.

GOLDSTEIN, Amy (Mme.), *Rising to the Challenge – China's Grand Strategy and International Security*, Stanford University Press, California, 2005, 136-176p.

- GRAY, Colin S (M.), *Nuclear Strategy and National Style*, Hamilton Press, Maryland, 1986.
- GREVI Giovanni (M.), *Challenges for European Foreign Policy in 2013: Renewing EU Foreign Policy*, Fride, Madrid, 2013, 15 p.
- HABER, Daniel (M.) & ZHENG, L-N (M.), *Chine – Occident: Le grand malentendu du XXI^e siècle*, L'Harmattan, Paris, 2010.
- HALLENBERG, Jan (M.), *Challenging Transatlantic Security Relations – Do the US, the EU and Russia form a new strategic triangle?*, Routledge, Abingdon, 2006.
- HAMILTON Daniel S (M.), *Shoulder to Shoulder – Forging a Strategic US-EU Partnership*, Centre for Transatlantic Relations, Washington, 2010, 259-p
- HANHIMIMAKI, Jussi M (M.), *Transatlantic Relations since 1945 – An introduction*, Routledge, 2012.
- HOWORTH, Jolyon (M.), *The CESDP and the Forging of a European Security Culture*, Politique Européenne, No. 8, 2002, pp. 88–108.
- HOWORTH, Jolyon (M.), *Security and Defence Policy in the European Union*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2007.
- KAVALSKI, Emilian (M.), *The Ashgate Research Companion to Chinese Foreign Policy*, Ashgate, Farnham, 2012.
- KEOHANE, Daniel (M.), *Challenges for European Foreign Policy in 2013: Why the EU needs the Military Option*, Fride, Madrid, 2013, 39 p.
- MAH, Ben (M.), *America and China – Political and Economic Relations in the 21st Century*, iUniversity, Lincoln NE, 2007.
- MICHISHITA, Narushige (M.), *North Korea's Military Campaigns 1966-2008*, Routledge, Abingdon, 2010.
- NORTON, Simon (M.), *China's Grand Strategy*, University of Sydney, Sydney, November 2015.
- PINA-GUERASSIMOFF, Carine (Mme.), *La Chine dans le monde: panorama d'une ascension – Relations internationale de 1949 à nos jours*, Ellipses, Paris, 2011.
- RAFFARIN, Jean-Pierre (M.), *Quelle Chine, pour quel monde, en 2020 ?*, Fondation Prospective et Innovation, Paris, 2013.
- SNYDER, Jack (M.), *The Soviet Strategic Culture: Implications for Limited Nuclear Options*, Rand Corporation, Santa Monica, 1977.
- Till, Geoff (M.), *A New Type of Great Power Relationship between the United States and China: The Military Dimension*, SSI, USA, 2014.

ZABOROWSKI, Marcin (M.), *Friends Again? EU-US relations after the crisis*, Institute for Security Studies, Paris, 2006, 26p, 47p, 213p.

ZHAO, Suisheng (M.), *China-US Relations Transformed: Perspectives and strategic interactions*, Routledge, Abingdon, 2008.

Toje Asle (M.), *America, the EU and Strategic Culture – Renegotiating the transatlantic bargain*, Routledge, Oxford, 2008, 15-21p, 80-89p, 147-149p.

Articles

BARNETT Doak A (M.), *Military-Security Relations between China and the United States*, Foreign Affairs, April 1977 Issue, <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/1977-04-01/military-security-relations-between-china-and-united-states>

BENNEYWORTH IJ (M.), *Does the European Union have a strategic culture?*, E-IR, 14 Feb 2011, <http://www.e-ir.info/2011/02/14/does-the-european-union-have-a-strategic-culture/>

BIAVA Aliessia (M^{me}) European Institute of the University of Geneva, DRENT Margriet (Mme.) University of Groningen & HERD Graeme P. (M.) Geneva Centre for Security Policy, *Characterizing the European Union's Strategic Culture: An Analytical Framework*, Journal of Common Market Studies, 2011, 1–22p. http://www.clingendael.nl/sites/default/files/20111110_cscp_artikel_mdrent.pdf

BOOTH Ken (M.), *Strategic Culture: Validity and Validation*, Oxford Journal on Good Governance Vol 2 No.1, , 2005, 25-28p. http://www.ocgg.org/fileadmin/Journal/OJGG_Vol_2_No_1.pdf

CHAPPELL Laura (M^{me}) *Differing member state approaches to the development of the EU Battlegroup Concept: implications for CSDP*, European Security, Volume 18 No. 4, 4 December 2009, Routledge, 417-439p. <http://dx.doi.org/10.1080/09662839.2010.498419>

CORNISH Philip (M.) & EDWARDS Gareth (M.), *The Strategic Culture of the European Union: A Progress Report*, International Affairs Vol 81 No.4, 2005, 801-820p. <http://www.ies.be/files/documents/JMCdepository/Paul%20Cornish%20and%20Georffrey%20Edwards,%20The%20Strategic%20Culture%20of%20the%20European%20Union,%20A%20progress%20report.pdf>

COŞKUN Bezen Balamir (M.), *Does "Strategic Culture" matter? Old Europe, New Europe and the Transatlantic Security*, Perceptions, Summer-Autumn 2007. <http://sam.gov.tr/wp-content/uploads/2012/02/BezenCoskun.pdf>

DE WIJK Rob (M.), *The Reform of ESDP and EU-NATO Cooperation*, The International Spectator, 1/2004. <https://www.files.ethz.ch/isn/126122/wijk.pdf>

HOWLETT Darryl (M.), *The Future of Strategic Culture*, Defence Threat Reduction Agency, Washington, 31 October 2006. <http://fas.org/irp/agency/dod/dtra/stratcult-future.pdf>

HYDE-PRICE Adrian (M.), *European Security, Strategic Culture and the Use of Force*, *European Security* Vol 13 No.4, 2004, 323-343p.

JOHNSTON Alistair Iain (M.), *Project Muse: Thinking about Strategic Culture*, *International Security*, Volume 19, Number 4, Spring 1995, 32-64 p. <http://www.fb03.uni-frankfurt.de/45431264/Johnston-1995-Thinking-about-Strategic-Culture.pdf>

JOHNSTON Alistair Iain (M.), *Strategic culture: a reliable tool of analysis for EU security developments?*, London School of Economics, No date.
https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&cad=rja&uact=8&ved=0ahUKEwj3u_jFulzQAhUEWRoKHTB4BKgQFgggMAA&url=http%3A%2F%2Fwww.lse.ac.uk%2FinternationalRelations%2Fcentresandunits%2FEFPU%2FEFPUconferencepapers2004%2FMargaras.doc&usq=AfQjCNEbm81X5Q9SxxAJ32bc7pXZK9skA&sig2=WIX7dLLCH9FwYoAppDmqWw&bv_m=bv.137132246,d.d2s

JOHJO Robb (M.), *The 'Intelligence Special Relationship' between Britain and the United States*, E-IR, 15 Jun 2014, <http://www.e-ir.info/2014/06/15/the-intelligence-special-relationship-between-britain-and-the-united-states/>

McDonald Scott D (M.), Jones Brock (M.) & Frazee Jason M (M.), *Phase Zero - How China Exploits it, Why the United States does not*, *Naval War College Review* Summer 2012 Vol.65 No.3, p 123-133, <https://www.usnwc.edu/getattachment/eef71cb7-abe7-4410-adaf-d78d085d933e/Phase-Zero--How-China-Exploits-It,-Why-the-United->

WINN Neil (M.), *Beyond Strategic Culture? Grand Strategy, the European Union and Security Cooperation*, University of Leeds, 5-7 March 2015.
<file:///C:/Users/Balletta/Downloads/Boston%20USA%20Paper%20Winn%20March%202015.pdf>

Internet

ANONYMOUS, *Strategic culture: a reliable tool of analysis for EU security developments?*
<http://www.lse.ac.uk/internationalRelations/centresandunits/EFPU/EFPUconferencepapers2004/Margaras.doc>

ANONYMOUS, *Constitution of Communist Party of China*, 29 March 2013,
<http://english.cpc.people.com.cn/206972/206981/8188065.html>

HENLEY John & ELGOT Jessica (M. & Mme.), *The Guardian Morning Briefing: BREXIT*,
<https://www.theguardian.com/politics/series/eu-referendum-morning-briefing>, *The Guardian Newspaper*.

KEOHANE Daniel (M.), *European Defence and BREXIT: A Tale of Three Cities*,
<http://carnegieeurope.eu/strategieurope/?fa=64008>, *Judy Dempsey's Strategic Europe*, 1 March 2016.

PHILLIPS Tom (M.), *China 'seriously concerned' after Trump questions Taiwan policy*, <https://www.theguardian.com/us-news/2016/dec/12/donald-trump-questions-us-commitment-to-one-china-policy>, The Guardian Newspaper, 12 December 2016.

WITNEY Nick (M.), *BREXIT and Defence: Time to dust of the 'letter of intent?'*, http://www.ecfr.eu/article/commentary_brexit_and_defence_time_to_dust_off_the_letter_of_intent7075, European Council on Foreign Relations, 14 July 2016.

WITNEY Nick (M.), *European Defence – More smoke but will there be fire?*, http://www.ecfr.eu/article/commentary_european_defence_more_smoke_but_will_there_be_fire7122, European Council on Foreign Relations, 14 September 2016.

WITNEY Nick (M.), *European Defence – This time, could they really mean it?*, http://www.ecfr.eu/article/commentary_european_defence_this_time_could_they_really_mean_it7154, European Council on Foreign Relations, 20 October 2016.